



(anciennement Cogeco Câble)

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016

FAITS SAILLANTS

	Trimestres clos les			Six mois clos les		
	29 février 2016	28 février 2015	Variation	29 février 2016	28 février 2015	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Opérations						
Produits	551 523	509 470	8,3	1 091 836	1 006 471	8,5
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	248 382	231 264	7,4	492 524	450 124	9,4
Marge d'exploitation ⁽¹⁾	45,0 %	45,4 %	—	45,1 %	44,7 %	—
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	4 320	1 339	—	6 350	1 339	—
Bénéfice de la période	62 042	58 906	5,3	123 148	115 615	6,5
Flux de trésorerie						
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	205 954	198 195	3,9	302 047	220 317	37,1
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	116 732	102 673	13,7	263 051	205 556	28,0
Flux de trésorerie disponibles ⁽¹⁾	74 698	73 136	2,1	114 740	138 075	(16,9)
Situation financière⁽²⁾						
Immobilisations corporelles	—	—	—	2 028 703	1 985 421	2,2
Total de l'actif	—	—	—	5 903 564	6 014 038	(1,8)
Endettement ⁽³⁾	—	—	—	3 174 339	3 261 908	(2,7)
Capitaux propres	—	—	—	1 852 669	1 758 972	5,3
Intensité du capital⁽¹⁾	21,2 %	20,2 %	—	24,1 %	20,4 %	—
Données par action⁽⁴⁾						
Bénéfice par action						
De base	1,27	1,21	5,0	2,52	2,37	6,3
Dilué	1,26	1,19	5,9	2,49	2,34	6,4

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »); par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » du rapport de gestion.

(2) Au 29 février 2016 et au 31 août 2015.

(3) L'endettement est défini comme le total de l'endettement bancaire, du capital de la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés.

(4) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.



(anciennement Cogeco Câble)

RAPPORT DE GESTION

Périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016

1. ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives futures et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « prévoir », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Cogeco Communications juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement aux rubriques « Stratégies et objectifs de l'entreprise » et « Projections financières pour l'exercice 2016 » du rapport de gestion annuel 2015 de la Société pour prendre connaissance de certaines hypothèses clés relatives à l'économie, au marché et aux opérations que nous avons formulées dans le cadre de la préparation des énoncés prospectifs. Bien que la direction considère ces hypothèses comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, elles pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Cogeco Communications. Ces facteurs comprennent certains risques, comme ceux liés aux changements technologiques, à l'évolution du marché et de la concurrence, à l'augmentation du nombre de clients qui adhèrent aux phénomènes appelés « cord-shaving » (raccourcir le cordon) et « cord-cutting » (couper le cordon), à la hausse des coûts liés à la programmation ou aux structures de soutien, à la réalisation de nos stratégies d'affaires, aux développements sur le plan des politiques et de la réglementation, au non-renouvellement des licences ou des franchises, au non-renouvellement d'un bail essentiel, à l'interruption de l'approvisionnement de matériel ou de la prestation de services, à la défaillance des têtes de ligne de notre réseau, à l'impossibilité d'améliorer nos systèmes d'information, aux atteintes à la sécurité, aux pratiques Internet malveillantes ou abusives, aux sinistres et aux autres éventualités, à la conjoncture économique générale, aux fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt et des marchés financiers, aux modifications de la politique fiscale, aux grèves et autres moyens de pression, à la perte de principaux dirigeants et au fait que l'actionnaire détenant le contrôle de la Société pourrait avoir des intérêts conflictuels avec les actionnaires ou autres parties prenantes, et bon nombre de ces risques sont indépendants de la volonté de la Société. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel 2015 de la Société. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Cogeco Communications, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Cogeco Communications à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes afférentes de la Société pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et avec le rapport de gestion compris dans le rapport annuel de 2015 de la Société.

2. STRATÉGIES ET OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») s'engage à offrir des services d'excellente qualité à ses clients et à accroître la valeur pour l'actionnaire et, pour ce faire, se concentre sur l'optimisation de la rentabilité tout en gérant l'utilisation du capital de façon efficace pour générer une croissance future. Pour atteindre ces objectifs, la Société a élaboré les stratégies suivantes :

Services à large bande canadiens et américains

(anciennement les Services de câblodistribution canadiens et américains)

Élargir l'offre de services, améliorer les services existants en les fournissant à des prix intéressants et rechercher des acquisitions à valeur ajoutée

Améliorer les réseaux à l'aide de technologies avancées à la fine pointe

Améliorer l'expérience client et les processus d'affaires pour renforcer la fidélisation et la rétention des clients

Maintenir une gestion solide du capital et un contrôle rigoureux des dépenses

Services de technologies de l'information et des communications aux entreprises (les « Services de TIC aux entreprises ») (anciennement les Services de données aux entreprises)

Faire la promotion de la nouvelle image de marque au moyen d'une approche centrée sur les gens

Accroître notre bassin de clientèle à l'aide d'une stratégie de mise en marché améliorée qui vise particulièrement certains marchés horizontaux et verticaux

Rationaliser et élargir notre gamme de produits pour mettre en marché des solutions pertinentes qui seront soutenues par un service à la clientèle exceptionnel

Renforcer les processus et les systèmes internes afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle, d'optimiser les infrastructures et de réduire les charges d'exploitation

Optimiser l'utilisation des actifs courants afin de réduire les charges d'exploitation

La Société mesure sa performance à l'égard de ces objectifs en surveillant son BAIIA ajusté⁽¹⁾, sa marge d'exploitation⁽¹⁾, ses flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ et l'intensité du capital⁽¹⁾.

2.1 INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

BAIIA AJUSTÉ ET MARGE D'EXPLOITATION

Pour la période de six mois close le 29 février 2016, le BAIIA ajusté a augmenté de 9,4 %, pour s'établir à 492,5 millions \$, contre 450,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2015, essentiellement en raison de l'acquisition de MetroCast Communications of Connecticut, LLC (le « réseau au Connecticut ») au quatrième trimestre de l'exercice 2015, de la croissance interne enregistrée par le secteur des Services à large bande américains, de l'amélioration du secteur des Services à large bande canadiens, et des taux de change favorables qui ont profité à nos établissements à l'étranger par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La marge d'exploitation de Cogeco Communications a augmenté, passant de 44,7 % à 45,1 %, principalement en raison de la hausse de la marge du secteur des Services à large bande canadiens, ainsi que des marges des Services à large bande américains et des Services de TIC aux entreprises qui sont demeurées stables.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Pour la période de six mois close le 29 février 2016, Cogeco Communications a déclaré des flux de trésorerie disponibles de 114,7 millions \$, comparativement à 138,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 23,3 millions \$, ou 16,9 %. Cette diminution est essentiellement attribuable à une hausse des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs, ainsi qu'à une hausse des impôts exigibles, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation du BAIIA ajusté.

INTENSITÉ DU CAPITAL ET ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES, D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET D'AUTRES ACTIFS

Durant la période de six mois close le 29 février 2016, les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont chiffrées à 263,1 millions \$, et les produits, à 1,09 milliard \$, pour une intensité du capital de 24,1 %, comparativement à 20,4 % à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du ratio d'intensité du capital est en partie attribuable au calendrier des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs, comme il est expliqué ci-dessous :

Dans le secteur des Services à large bande canadiens, les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont chiffrées à 150,5 millions \$, comparativement à 103,6 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2015. Cette

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » du rapport de gestion.

augmentation, qui est en partie liée au calendrier de certaines initiatives, découle de la hausse des acquisitions d'équipements à l'abonné liés aux services numériques avancés TiVo, de l'accroissement et de l'amélioration du réseau dans certaines régions desservies, des dépenses supplémentaires au titre des immobilisations de soutien engagées pour l'implémentation d'un nouveau système de gestion des relations avec les clients et de l'appréciation du dollar américain relativement au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Dans le secteur des Services à large bande américains, les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont chiffrées à 60,2 millions \$, comparativement à 42,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2015, principalement en raison des acquisitions additionnelles d'équipements à l'abonné qui sont attribuables au lancement des services numériques avancés TiVo dans l'est du Connecticut, en janvier 2016, et à l'intérêt soutenu des clients à l'égard de ce service. Cette augmentation est également attribuable à la croissance des unités de service primaire liée à la récente acquisition au Connecticut, ainsi qu'à la hausse des taux de change par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Dans le secteur des Services de TIC aux entreprises, les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont chiffrées à 52,4 millions \$, comparativement à 59,0 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2015, principalement en raison de l'achèvement, au cours de l'exercice 2015, de la construction des modules restants du centre de données de Barrie, en Ontario, et du premier module du centre de données à Montréal, au Québec, facteurs contrebalancés en partie par l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien, ainsi que par le calendrier de certaines initiatives.

Pour plus de détails sur les dépenses d'investissement de la Société, se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».

3. CROISSANCE DE L'ENTREPRISE ET AUTRES DÉVELOPPEMENTS

Le 13 janvier 2016, dans le cadre de l'assemblée annuelle des actionnaires, les actionnaires ont approuvé une résolution spéciale visant à remplacer le nom de la Société, Cogeco Câble inc., par Cogeco Communications inc., un nom qui exprime mieux l'étendue des activités de la Société, qui se sont développées au-delà des activités initiales de câblodistribution pour se transformer en une gamme d'activités qui englobent les services de vidéo, d'Internet, de téléphonie et de technologies de l'information et de communications. Le symbole de l'action de la Société est demeuré CCA à la Bourse de Toronto.

Dans le cadre de ce processus, la Société est maintenant fière que toutes ses filiales au Canada, aux États-Unis et en Europe de l'Ouest, à l'exception de sa filiale Atlantic Broadband, soient représentées par une marque principale. La filiale de la Société, Cogeco Câble Canada, est devenue Cogeco Connexion.

D'autres changements ont été apportés, notamment en ce qui a trait au nom des secteurs de la Société :

- le secteur des Services de câblodistribution canadiens est devenu le secteur des Services à large bande canadiens;
- le secteur des Services de câblodistribution américains est devenu le secteur des Services à large bande américains; et
- le secteur des Services de données aux entreprises est devenu le secteur des Services de technologies de l'information et des communications aux entreprises (les « Services de TIC aux entreprises »).

4. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

4.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les			Six mois clos les		
	29 février 2016	28 février 2015	Variation	29 février 2016	28 février 2015	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Produits	551 523	509 470	8,3	1 091 836	1 006 471	8,5
Charges d'exploitation	298 428	278 206	7,3	590 011	546 470	8,0
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	4 713	—	—	9 301	9 877	(5,8)
BAlIA ajusté	248 382	231 264	7,4	492 524	450 124	9,4
Marge d'exploitation	45,0 %	45,4 %		45,1 %	44,7 %	

PRODUITS

Les produits pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016 ont augmenté de 42,1 millions \$, ou 8,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2015, pour atteindre 551,5 millions \$, stimulés par la croissance de 36,9 % du secteur des Services à large bande américains, les produits étant demeurés essentiellement stables au sein du secteur des Services à large bande canadiens, facteurs contrebalancés en partie par la diminution de 3,3 % enregistrée par le secteur des Services de TIC aux entreprises. L'augmentation des produits découle principalement de l'acquisition du réseau au Connecticut et de la croissance interne enregistrée par le secteur des Services à large bande américains, conjuguées aux taux de change favorables en ce qui concerne nos établissements à l'étranger par rapport à la période correspondante de l'exercice 2015, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des produits du secteur des Services de TIC aux entreprises qui s'explique par la décision de simplifier notre offre de produits afin de cibler les services qui génèrent des marges plus élevées, et par les pressions concurrentielles sur les tarifs des services de connectivité réseau.

Pour les six premiers mois de l'exercice 2016, les produits ont augmenté de 85,4 millions \$, ou 8,5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 1,09 milliard \$, stimulés par la croissance de 38,5 % du secteur des Services à large bande américains, les produits étant demeurés stables au sein des secteurs des Services à large bande canadiens et des Services de TIC aux entreprises. L'augmentation des produits découle principalement de l'acquisition du réseau au Connecticut et de la croissance interne enregistrée par le secteur des Services à large bande américains, conjuguées aux taux de change favorables en ce qui concerne nos établissements à l'étranger par rapport à la période correspondante de l'exercice 2015.

Pour plus de détails sur les produits de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation sectoriels ».

CHARGES D'EXPLOITATION ET HONORAIRES DE GESTION

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016, les charges d'exploitation se sont chiffrées à 298,4 millions \$, soit une hausse de 20,2 millions \$, ou 7,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2015. Pour les six premiers mois de l'exercice 2016, les charges d'exploitation ont augmenté de 43,5 millions \$, ou 8,0 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 590,0 millions \$. Pour les deux périodes, les charges d'exploitation ont augmenté pour le secteur des Services à large bande américains et ont diminué pour les secteurs des Services à large bande canadiens et des Services de TIC aux entreprises. L'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien a également contribué à cette hausse. Pour plus de détails sur les charges d'exploitation de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation sectoriels ».

Les honoraires de gestion versés à Cogeco inc. (« Cogeco ») pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016 se sont chiffrés à 4,7 millions \$ et à 9,3 millions \$, respectivement, comparativement à aucun et à 9,9 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2015. En vertu de la convention de services de gestion modifiée et mise à jour, les honoraires annuels sont maintenant payables mensuellement. Au cours de l'exercice précédent, les honoraires de gestion ont été versés en entier au premier trimestre. Pour plus de détails sur les honoraires de gestion de la Société, se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées ».

BAIIA AJUSTÉ ET MARGE D'EXPLOITATION

Pour les périodes de trois mois et de six mois closes le 29 février 2016, le BAIJA ajusté a augmenté de 17,1 millions \$, ou 7,4 %, et de 42,4 millions \$, ou 9,4 %, respectivement, pour se chiffrer à 248,4 millions \$ et à 492,5 millions \$, respectivement, principalement en raison de l'amélioration des secteurs des Services à large bande américains et canadiens, conjuguée aux taux de change favorables par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

La marge d'exploitation pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016 a légèrement diminué, passant de 45,4 % à la période correspondante de l'exercice 2015 à 45,0 %, essentiellement en raison de l'augmentation des honoraires de gestion versés à Cogeco, conjuguée à la baisse de la marge du secteur des Services de TIC aux entreprises, facteurs contrebalancés en partie par la hausse de la marge du secteur des Services à large bande canadiens et par la marge du secteur des Services à large bande américains qui est demeurée stable.

La marge d'exploitation a légèrement augmenté pour la période de six mois close le 29 février 2016 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, passant de 44,7 % à 45,1 %, principalement en raison de la hausse de la marge pour le secteur des Services à large bande canadiens, et des marges des secteurs des Services à large bande américains et des Services de TIC aux entreprises qui sont demeurées stables.

Pour plus de détails sur le BAIJA ajusté et la marge d'exploitation de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation sectoriels ».

4.2 CHARGES FIXES

	Trimestres clos les			Six mois clos les		
	29 février 2016	28 février 2015	Variation	29 février 2016	28 février 2015	Variation
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Amortissements	129 067	116 855	10,5	254 736	231 448	10,1
Charges financières	35 839	35 524	0,9	69 192	71 252	(2,9)

Pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016, la dotation aux amortissements a augmenté de 12,2 millions \$, ou 10,5 %, et de 23,3 millions \$, ou 10,1 %, respectivement, pour atteindre 129,1 millions \$ et 254,7 millions \$, respectivement, par rapport à 116,9 millions \$ et à 231,4 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse pour les deux périodes découle essentiellement des acquisitions additionnelles d'immobilisations corporelles, ainsi que de l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien et de l'incidence de l'acquisition du réseau au Connecticut.

Pour la période de trois mois close le 29 février 2016, les charges financières ont augmenté de 0,3 million \$, ou 0,9 %, pour atteindre 35,8 millions \$, contre 35,5 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien, ainsi que du coût du financement lié à l'acquisition du réseau au Connecticut, facteurs contrebalancés en partie par le remboursement, en octobre 2015, des billets garantis de premier rang, série A d'une valeur de 190 millions \$ US. Pour la période de six mois close le 29 février 2016, les charges financières ont diminué de 2,1 millions \$, ou 2,9 %, pour atteindre 69,2 millions \$, contre 71,3 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison du remboursement, en octobre 2015, des billets garantis de premier rang, série A d'une valeur de 190 millions \$ US, facteur contrebalancé en partie par l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien, ainsi que par le coût du financement lié à l'acquisition du réseau au Connecticut.

4.3 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Pour la période de trois mois close le 29 février 2016, les impôts sur le résultat ont diminué de 1,5 million \$, ou 8,2 %, pour s'établir à 17,1 millions \$, comparativement à 18,6 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à l'incidence favorable de la structure d'imposition établie liée à l'acquisition du réseau au Connecticut conjuguée à l'incidence des taux de change favorables sur les structures d'imposition existantes, facteurs contrebalancés en partie par l'incidence de la proportion plus élevée du bénéfice d'Atlantic Broadband dans les résultats d'exploitation consolidés, lequel est imposé à un taux plus élevé.

Pour la période de six mois close le 29 février 2016, les impôts sur le résultat ont augmenté de 8,6 millions \$, ou 28,3 %, pour s'établir à 39,1 millions \$, comparativement à 30,5 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse du BAIIA ajusté, à l'incidence de la proportion plus élevée du bénéfice d'Atlantic Broadband dans les résultats d'exploitation consolidés, lequel est imposé à un taux plus élevé, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation des amortissements et de l'incidence favorable de la structure d'imposition établie liée à l'acquisition du réseau au Connecticut.

De plus, le gouvernement du Royaume-Uni a annoncé le 8 juillet 2015 qu'il procéderait à des réductions du taux d'imposition sur le revenu des sociétés, qui passera ainsi de 20 % à 19 % le 1^{er} avril 2017, puis à 18 % le 1^{er} avril 2020. Ces réductions de taux, qui ont été quasi adoptées le 26 octobre 2015, ont donné lieu à une diminution des actifs d'impôts différés d'environ 1,6 million \$ et à une augmentation des impôts différés du même montant au cours du premier semestre de l'exercice 2016.

4.4 BÉNÉFICE DE LA PÉRIODE

Le bénéfice de la période pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016 s'est chiffré à 62,0 millions \$, ou 1,27 \$ par action, contre 58,9 millions \$, ou 1,21 \$ par action, à la période correspondante de l'exercice 2015, ce qui représente une hausse de 5,3 %. La progression du bénéfice de la période est essentiellement attribuable à l'augmentation du BAIIA ajusté, facteur partiellement contrebalancé par l'augmentation des amortissements et des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.

Pour la période de six mois close le 29 février 2016, le bénéfice s'est chiffré à 123,1 millions \$, ou 2,52 \$ par action, contre 115,6 millions \$, ou 2,37 \$ par action, à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de l'augmentation du BAIIA ajusté, facteur partiellement contrebalancé par l'augmentation des amortissements, des impôts sur le résultat et des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.

4.5 STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	29 février 2016			Ajouts nets (pertes nettes) Trimestres clos les		Ajouts nets (pertes nettes) Six mois clos les	
	Données consolidées	Canada	États-Unis	29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015
Unités de service primaire ⁽¹⁾	2 515 137	1 932 343	582 794	4 158	(2 116)	17 435	8 972
Clients du service de vidéo	1 001 337	755 366	245 971	(7 761)	(10 148)	(13 324)	(18 613)
Clients du service d'Internet	967 156	724 379	242 777	14 022	10 819	32 686	29 354
Clients du service de téléphonie	546 644	452 598	94 046	(2 103)	(2 787)	(1 927)	(1 769)

(1) Représente la somme des clients des services de vidéo, d'Internet et de téléphonie.

VIDÉO

Pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 7 761 et à 13 324, respectivement, comparativement à 10 148 et à 18 613 pour les périodes correspondantes de l'exercice 2015. La diminution moins marquée pour les deux périodes est essentiellement attribuable à l'intérêt soutenu des clients à l'égard des services de vidéo numérique avancée TiVo au Canada et aux États-Unis, facteur partiellement contrebalancé par la maturité des catégories de services et les offres de la concurrence au sein du secteur.

INTERNET

Pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016, le nombre de clients du service d'Internet a augmenté de 14 022 et de 32 686, respectivement, comparativement à 10 819 et à 29 354 pour les périodes correspondantes de l'exercice 2015, en raison de l'amélioration de l'offre de produits, de l'incidence positive des forfaits de services, de l'intérêt soutenu des clients à l'égard des services TiVo qui requièrent un abonnement à un service Internet et de la croissance du secteur commercial.

TÉLÉPHONIE

Pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016, les pertes nettes de clients du service de téléphonie se sont établies à 2 103 et à 1 927, respectivement, comparativement à 2 787 et à 1 769 pour les périodes correspondantes de l'exercice 2015, essentiellement en raison de l'augmentation du taux de pénétration de la téléphonie mobile en Amérique du Nord et des diverses offres illimitées lancées par les exploitants de services de téléphonie mobile qui incitent les clients à annuler leurs services de téléphonie filaire pour passer uniquement aux services de téléphonie mobile.

Pour plus de détails au sujet des statistiques sur les clients de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation sectoriels ».

5. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco Communications est une filiale de Cogeco qui détient 31,8 % des actions de participation de la Société, représentant 82,3 % des actions à droit de vote de la Société.

Le 14 juillet 2015, la convention de services de gestion aux termes de laquelle Cogeco fournit des services de direction, d'administration, de planification stratégique et financière et d'autres services (les « services de gestion ») à la Société a été modifiée et mise à jour (la « convention de services de gestion modifiée et mise à jour »). Depuis le 1^{er} septembre 2015, les honoraires de gestion sont payables mensuellement et correspondent à 0,85 % des produits consolidés de la Société, sans plafond ni ajustement en fonction de l'inflation. Précédemment, Cogeco fournissait les services de gestion contre des honoraires de gestion annuels équivalant à 2 % des produits bruts de Cogeco Communications, sous réserve d'un montant annuel maximal ajusté en fonction de l'inflation. De plus, la Société rembourse à Cogeco les frais et débours engagés dans le cadre des services fournis aux termes de la convention. Pour plus de détails sur la convention de services de gestion modifiée et mise à jour, se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du rapport de gestion annuel 2015 de la Société.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Cependant, au cours des six premiers mois de l'exercice 2016, la Société a attribué 69 750 options sur actions (61 300 en 2015) à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications. Au cours des périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016, la Société a facturé 136 000 \$ et 280 000 \$, respectivement (114 000 \$ et 227 000 \$ en 2015, respectivement), à Cogeco relativement aux options sur actions de la Société qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants.

Aucune unité d'actions incitatives de la Société n'a été attribuée aux hauts dirigeants de Cogeco au cours des six premiers mois des exercices 2016 et 2015. Au cours des périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016, la Société a facturé 66 000 \$ et 179 000 \$, respectivement (74 000 \$ et 160 000 \$ en 2015, respectivement), à Cogeco relativement aux unités d'actions incitatives précédemment attribuées par la Société aux hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications.

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2016, la Société a attribué 11 150 unités d'actions liées au rendement (11 050 en 2015) aux hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications et a facturé 105 000 \$ et 229 000 \$, respectivement (56 000 \$ et 73 000 \$ en 2015, respectivement), à Cogeco relativement aux unités d'actions liées au rendement de la Société qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants. Il n'y a eu aucune autre transaction significative entre parties liées au cours des périodes considérées.

6. ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les		Six mois clos les	
	29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	205 954	198 195	302 047	220 317
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(115 798)	(102 542)	(261 818)	(205 292)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(96 639)	(95 948)	(172 873)	(64 489)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères	(473)	1 918	196	3 548
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(6 956)	1 623	(132 448)	(45 916)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	37 674	16 292	163 166	63 831
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	30 718	17 915	30 718	17 915

6.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au deuxième trimestre de l'exercice 2016, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont atteint 206,0 millions \$, comparativement à 198,2 millions \$ pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 7,8 millions \$, ou 3,9 %, en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation de 17,1 millions \$ du BAIIA ajusté; et
- la diminution de 4,0 millions \$ des variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement des variations du fonds de roulement; partiellement contrebalancées par
- l'augmentation de 8,5 millions \$ des impôts sur le résultat payés; et
- l'augmentation de 3,0 millions \$ des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.

Pour les six premiers mois de l'exercice 2016, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont atteint 302,0 millions \$, comparativement à 220,3 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 81,7 millions \$, ou 37,1 %, en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation de 42,4 millions \$ du BAIIA ajusté; et
- la diminution de 76,4 millions \$ des variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement des variations du fonds de roulement; partiellement contrebalancées par
- l'augmentation de 30,0 millions \$ des impôts sur le résultat payés; et
- l'augmentation de 5,0 millions \$ des frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.

6.2 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016, les activités d'investissement ont augmenté de 13,3 millions \$, ou 12,9 %, et de 56,5 millions \$, ou 27,5 %, respectivement, pour se chiffrer à 115,8 millions \$ et à 261,8 millions \$, respectivement, par rapport à 102,5 millions \$ et à 205,3 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2015, en raison principalement des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs, comme il est expliqué plus loin.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES, D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET D'AUTRES ACTIFS

Les activités d'investissement, dont les acquisitions d'immobilisations corporelles segmentées selon les normes établies par la *National Cable Television Association* (la « NCTA »), sont les suivantes :

	Trimestres clos les		Six mois clos les	
	29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015
(en milliers de dollars)	\$	\$	\$	\$
Équipements à l'abonné ⁽¹⁾	33 623	32 540	99 773	67 872
Infrastructure évolutive ⁽²⁾	11 798	16 204	34 643	29 981
Extensions de réseaux	12 397	11 285	32 314	21 315
Modernisation/reconstruction	5 727	4 319	9 030	8 515
Immobilisations de soutien	16 410	4 602	27 241	12 048
Acquisitions d'immobilisations corporelles – Services à large bande canadiens et américains	79 955	68 950	203 001	139 731
Acquisitions d'immobilisations corporelles – Services de TIC aux entreprises	30 618	29 858	48 976	58 493
Acquisitions d'immobilisations corporelles – Siège social	8	2	26	2
Acquisitions d'immobilisations corporelles	110 581	98 810	252 003	198 226
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs – Services à large bande canadiens et américains	3 712	3 559	7 654	6 797
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs – Services de TIC aux entreprises	2 439	304	3 394	533
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	6 151	3 863	11 048	7 330
	116 732	102 673	263 051	205 556

(1) Comprennent principalement les appareils résidentiels ainsi que les remplacements et les nouveaux branchements de clients.

(2) Comprend principalement le matériel de tête de ligne, de vidéo numérique et de téléphonie ainsi que le matériel d'Internet.

Pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 110,6 millions \$ et à 252,0 millions \$, respectivement, comparativement à 98,8 millions \$ et à 198,2 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont chiffrées à 6,2 millions \$ et à 11,0 millions \$, respectivement, comparativement à 3,9 millions \$ et à 7,3 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2015.

Les variations les plus importantes sont les suivantes :

SECTEUR DES SERVICES À LARGE BANDE CANADIENS

- Les acquisitions d'immobilisations corporelles pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016 se sont établies à 54,3 millions \$, ce qui représente une augmentation de 5,3 millions \$, ou 10,7 %, comparativement à 49,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2015. Cette augmentation découle principalement des dépenses supplémentaires au titre des immobilisations de soutien engagées dans le cadre de l'implémentation d'un système de gestion des relations avec les clients, ainsi que de l'appréciation du dollar américain relativement au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de six mois close le 29 février 2016, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 144,8 millions \$, comparativement à 98,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 46,6 millions \$, ou 47,5 %. Cette augmentation découle essentiellement d'une différence temporelle du calendrier des acquisitions d'équipements à l'abonné liés aux services numériques avancés TiVo, de l'accroissement et de l'amélioration de notre réseau dans certaines régions desservies, des dépenses supplémentaires au titre des immobilisations de soutien engagées dans le cadre de l'implémentation d'un nouveau système de gestion des relations avec les clients et de l'appréciation du dollar américain relativement au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent;
- Pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs sont demeurées essentiellement inchangées, à 2,6 millions \$ et à 5,7 millions \$, respectivement, comparativement à 2,8 millions \$ et à 5,5 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2015; et
- Pour les six premiers mois de l'exercice 2016, le ratio d'intensité du capital a atteint 23,9 %, contre 16,5 % pour la période correspondante de l'exercice 2015, en raison de la croissance des dépenses d'investissement qui a surpassé celle des produits.

SECTEUR DES SERVICES À LARGE BANDE AMÉRICAINS

- Pour le deuxième trimestre et les six premiers mois de l'exercice 2016, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont établies à 25,6 millions \$ et à 58,2 millions \$, respectivement, ce qui représente une augmentation de 5,7 millions \$ et de 16,6 millions \$, ou 28,9 % et 40,0 %, respectivement, par rapport à 19,9 millions \$ et à 41,6 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2015. L'augmentation pour les deux périodes est principalement attribuable aux dépenses supplémentaires au titre des immobilisations de soutien et des équipements à l'abonné, en raison du lancement des services numériques avancés TiVo dans l'est du Connecticut, en janvier 2016, et de l'intérêt soutenu des clients à l'égard de ce service. Cette augmentation est également attribuable à la croissance des unités de service primaire, à la récente acquisition du réseau au Connecticut, ainsi qu'à la hausse des taux de change par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent;
- Les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont chiffrées à 1,2 million \$, comparativement à 0,7 million \$ pour la période correspondante de l'exercice 2015; et
- Pour les six premiers mois de l'exercice 2016, le ratio d'intensité du capital a atteint 19,5 %, contre 19,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la croissance des dépenses d'investissement qui a surpassé celle des produits.

SECTEUR DES SERVICES DE TIC AUX ENTREPRISES

- Les acquisitions d'immobilisations corporelles pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016 se sont établies à 30,6 millions \$, contre 29,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice 2015. Pour la période de six mois close le 29 février 2016, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 49,0 millions \$, comparativement à 58,5 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 9,5 millions \$, ou 16,3 %. La variation pour les deux périodes s'explique par l'achèvement, au cours de l'exercice 2015, de la construction des modules restants du centre de données de Barrie, en Ontario, et du premier module du centre de données à Montréal, au Québec, facteurs contrebalancés en partie par l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien, ainsi que par le calendrier de certaines initiatives;
- Pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont établies à 2,4 millions \$ et à 3,4 millions \$, respectivement, comparativement à 0,3 million \$ et à 0,5 million \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2015; et
- Le ratio d'intensité du capital a atteint 33,7 % pour les six premiers mois de l'exercice 2016, contre 37,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles.

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES AU COURS DE L'EXERCICE 2015

Le 20 août 2015, Atlantic Broadband, une filiale en propriété exclusive de Cogeco Communications, a conclu l'acquisition de la quasi-totalité des actifs nets du réseau au Connecticut, qui desservait 27 256 clients de vidéo, 22 673 clients d'Internet et 7 817 clients de téléphonie au 31 août 2015. La transaction, qui est évaluée à 200 millions \$ US, compte non tenu d'un ajustement de 1,3 million \$ US du fonds de roulement net après la clôture, a été financée au moyen d'une combinaison de fonds en caisse, d'un prélèvement sur la facilité de crédit renouvelable existante d'un montant de 90 millions \$ US et d'emprunts totalisant 100 millions \$ US aux termes d'une nouvelle facilité d'emprunt à terme A-2 émise en vertu des facilités de crédit de premier rang. Cette acquisition renforce la zone de couverture de Cogeco Communications sur le marché américain et lui assure un fort potentiel de croissance.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2016, la Société a finalisé la répartition du prix d'achat du réseau au Connecticut. La répartition finale du prix d'achat s'établit comme suit :

	Répartition préliminaire 31 août 2015	Répartition finale 30 novembre 2015
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$
Contrepartie versée		
Prix d'achat	261 600	261 600
Ajustements du fonds de roulement	1 640	1 640
	263 240	263 240
Actifs nets acquis		
Créances clients et autres débiteurs	616	616
Charges payées d'avance et autres	1 696	1 696
Immobilisations corporelles	51 368	51 368
Immobilisations incorporelles	108 564	115 104
Goodwill	101 685	95 145
Dettes fournisseurs et autres créditeurs pris en charge	(689)	(689)
	263 240	263 240

6.3 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES ET ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Au deuxième trimestre de l'exercice 2016, les flux de trésorerie disponibles ont atteint 74,7 millions \$, comparativement à 73,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 1,6 million \$, ou 2,1 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation de 17,1 millions \$ du BAIIA ajusté; contrebalancée en partie par
- l'augmentation de 14,1 millions \$ des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs.

Pour les six premiers mois, les flux de trésorerie disponibles ont atteint 114,7 millions \$, comparativement à 138,1 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit une baisse de 23,3 millions \$, ou 16,9 %, principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation de 57,5 millions \$ des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs, attribuable en partie au calendrier de certaines initiatives; et
- l'augmentation de 6,2 millions \$ des impôts exigibles; partiellement contrebalancées par
- l'augmentation de 42,4 millions \$ du BAIIA ajusté.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2016, un niveau d'endettement plus faible a entraîné une diminution de la trésorerie de 80,9 millions \$, en raison principalement des facteurs suivants :

- le remboursement de 59,8 millions \$ sur les facilités de crédit renouvelables;
- le remboursement de 6,4 millions \$ sur la dette à long terme; et
- la diminution de 14,7 millions \$ de l'endettement bancaire.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2015, un niveau d'endettement plus faible a entraîné une diminution de la trésorerie de 83,1 millions \$, en raison principalement des facteurs suivants :

- le remboursement de 75,6 millions \$ sur les facilités de crédit renouvelables;
- le remboursement de 3,6 millions \$ sur la dette à long terme; et
- la diminution de 3,9 millions \$ de l'endettement bancaire.

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2016, un niveau d'endettement plus faible a entraîné une diminution de la trésorerie de 134,3 millions \$, en raison principalement des facteurs suivants :

- le remboursement sur la dette à long terme et le règlement des instruments financiers dérivés pour un montant de 231,3 millions \$, principalement liés aux billets garantis de premier rang, série A d'une valeur de 190 millions \$ US venant à échéance en octobre 2015; partiellement contrebalancés par
- l'augmentation de 73,7 millions \$ des facilités de crédit renouvelables; et
- l'augmentation de 23,3 millions \$ de l'endettement bancaire.

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2015, un niveau d'endettement plus faible a entraîné une diminution de la trésorerie de 28,9 millions \$, en raison principalement des facteurs suivants :

- le remboursement de 24,4 millions \$ sur les facilités de crédit renouvelables; et
- le remboursement de 20,3 millions \$ sur la dette à long terme; contrebalancés en partie par
- l'augmentation de 15,8 millions \$ de l'endettement bancaire.

DIVIDENDES

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2016, un dividende déterminé trimestriel de 0,39 \$ par action a été versé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 19,1 millions \$, comparativement au dividende déterminé trimestriel de 0,35 \$, ou 17,1 millions \$, au deuxième trimestre de l'exercice 2015. Les versements de dividendes au cours des six premiers mois ont totalisé 0,78 \$ l'action, ou 38,2 millions \$, contre 0,70 \$ l'action, ou 34,2 millions \$, à l'exercice précédent.

6.4 DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Au cours de sa réunion du 13 avril 2016, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,39 \$ par action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 11 mai 2016 aux actionnaires inscrits en date du 27 avril 2016. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés, et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

7. SITUATION FINANCIÈRE

7.1 FONDS DE ROULEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications maintient un fonds de roulement déficitaire en raison de créances clients et autres débiteurs peu élevés, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services ne soient rendus, contrairement aux dettes fournisseurs et autres créditeurs, qui sont généralement payés lorsque les produits ont été livrés et les services rendus, ce qui permet à la Société d'utiliser la trésorerie et les équivalents de trésorerie pour réduire l'endettement.

Les variations s'établissent comme suit :

	29 février 2016	31 août 2015	Variation	Explications
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	30 718	163 166	(132 448)	Remboursement des billets garantis de premier rang, série A de 190 millions \$ US, en octobre 2015, contrebalancé en partie par les flux de trésorerie excédentaires générés par les activités conjugués à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Créances clients et autres débiteurs	110 292	123 880	(13 588)	Réception du montant à recevoir lié au règlement d'une réclamation auprès d'un fournisseur, contrebalancée en partie par la croissance des produits et par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Impôts sur le résultat à recevoir	19 877	10 747	9 130	Impôts sur le résultat payés excédentaires conjugués à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Charges payées d'avance et autres	24 412	16 416	7 996	Hausse des frais payés d'avance dans le cadre des conventions d'entretien.
Instruments financiers dérivés	—	49 834	(49 834)	Règlement des swaps de devises liés aux billets de premier rang, série A de 190 millions \$ US.
	185 299	364 043	(178 744)	
Passifs courants				
Endettement bancaire	23 329	—	23 329	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	221 656	287 632	(65 976)	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Provisions	25 558	23 780	1 778	Non significatif.
Passifs d'impôts sur le résultat	44 026	53 790	(9 764)	Paiements au titre des impôts sur le résultat, contrebalancés en partie par la hausse des impôts exigibles.
Produits différés et perçus d'avance	61 860	62 094	(234)	Non significatif.
Instruments financiers dérivés	1 749	—	1 749	Non significatif.
Tranche à court terme de la dette à long terme	42 050	297 629	(255 579)	Principalement liée au remboursement des billets garantis de premier rang, série A de 190 millions \$ US, en octobre 2015.
	420 228	724 925	(304 697)	
Fonds de roulement déficitaire	(234 929)	(360 882)	125 953	

7.2 AUTRES VARIATIONS IMPORTANTES

	29 février 2016	31 août 2015	Variation	Explications
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles	2 028 703	1 985 421	43 282	Appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien et excédent des dépenses d'investissement sur la dotation à l'amortissement.
Immobilisations incorporelles	2 135 423	2 131 483	3 940	Appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, contrebalancée en partie par l'excédent de la dotation à l'amortissement sur les acquisitions d'immobilisations incorporelles.
Goodwill	1 525 388	1 497 800	27 588	Appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Passifs non courants				
Dette à long terme	3 081 906	2 982 395	99 511	Appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien et hausse des prélèvements sur la facilité de crédit renouvelable du Canada, contrebalancées en partie par les remboursements sur les facilités de crédit de premier rang.

7.3 DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Le tableau suivant présente les données sur les actions de Cogeco Communications au 31 mars 2016. Se reporter à la note 10 des états financiers consolidés pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions/d'options)	Nombre d'actions/d'options	Montant \$
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	15 691 100	98 346
Actions subalternes à droit de vote	33 661 101	1 022 226
Options d'achat d'actions subalternes à droit de vote		
Options en cours	688 966	
Options pouvant être exercées	236 389	

7.4 FINANCEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications a contracté des obligations financières principalement sous forme de dette à long terme, de contrats de location simple et de location-financement ainsi que de garanties. Les obligations de Cogeco Communications, présentées dans le rapport annuel de 2015, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 août 2015, à l'exception de ce qui suit.

Le 8 décembre 2015, la Société a apporté des modifications à son crédit à terme renouvelable. En vertu des conditions des modifications, l'échéance a été prolongée d'un an, en conséquence, le crédit à terme renouvelable viendra à échéance le 22 janvier 2021.

Le 14 octobre 2015, une filiale américaine de Cogeco Communications a conclu deux conventions de swaps de taux d'intérêt visant à fixer les taux d'intérêt sur un montant notionnel de 150 millions \$ US (75 millions \$ US en vertu de chaque convention) au titre de ses emprunts fondés sur le taux LIBOR. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable LIBOR en dollars américains à des taux fixes de 0,6120 % et de 0,9870 % en vertu des facilités d'emprunt à terme A et A-2 jusqu'au 30 octobre 2017 et au 31 juillet 2019, respectivement.

Au 29 février 2016, la Société avait utilisé 308 millions \$ de son crédit à terme renouvelable modifié et mis à jour de 800 millions \$ pour une disponibilité restante de 492 millions \$. Par ailleurs, deux filiales liées à Atlantic Broadband bénéficient également d'une facilité de crédit renouvelable de 203 millions \$ (150 millions \$ US), dont un montant de 130,9 millions \$ (96,7 millions \$ US) avait été utilisé au 29 février 2016, pour une disponibilité restante de 72,1 millions \$ (53,3 millions \$ US).

7.5 GESTION FINANCIÈRE

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt ont une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 29 février 2016, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes du crédit à terme renouvelable et des facilités de crédit de premier rang de la Société.

Pour réduire ce risque, la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt. Le tableau qui suit présente les échanges de taux d'intérêt en cours au 29 février 2016.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	75 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,6120 %	30 octobre 2017	Facilité d'emprunt à terme A
Flux de trésorerie	75 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,9870 %	31 juillet 2019	Facilité d'emprunt à terme A-2

La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une variation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités est d'approximativement 8,7 millions \$ en fonction de la dette existante au 29 février 2016.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change relativement à sa dette à long terme libellée en dollars américains qui n'est pas désignée comme instrument de couverture sur ses investissements en dollars américains. La Société a établi des lignes directrices selon lesquelles des swaps de devises peuvent être utilisés pour établir le taux de change applicable à sa dette à long terme libellée en dollars américains. Toutes ces conventions sont utilisées exclusivement à des fins de couverture. Afin de réduire ce risque, la Société a conclu, le 2 octobre 2008, des swaps de devises en vue de fixer les paiements d'intérêt et de capital sur les billets garantis de premier rang, série A. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2016, la Société a réglé ces swaps de devises d'un montant notionnel de 190 millions \$ US, à la suite du remboursement des billets garantis de premier rang, série A le 1^{er} octobre 2015.

La Société est également exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains et en livres sterling. L'incidence d'une variation de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait varier les charges financières d'approximativement 8,3 millions \$ en fonction de la dette existante au 29 février 2016.

De plus, les investissements de la Société dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Ce risque est réduit puisque la majeure partie des prix d'achat d'Atlantic Broadband et de Peer 1 Hosting ont été empruntés directement en dollars américains et en livres sterling.

Le tableau qui suit présente les investissements dans des établissements à l'étranger en cours au 29 février 2016.

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissement global	Élément couvert
Investissement net	860,5 millions \$ US	1,1 milliard \$ US	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en dollars américains
Investissement net	54,6 millions £	56,7 millions £	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en livres sterling

Les taux de change utilisés pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 29 février 2016 étaient de 1,3531 \$ pour un dollar américain (1,3157 \$ au 31 août 2015) et de 1,8834 \$ pour une livre sterling (2,0189 \$ au 31 août 2015). Une variation de 10 % des taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait varier les autres éléments du résultat global d'approximativement 32,6 millions \$.

Les taux moyens en vigueur au cours des périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016 utilisés pour la conversion des résultats d'exploitation du secteur des Services à large bande américains et d'une partie du secteur des Services de TIC aux entreprises s'établissaient comme suit :

	Trimestres clos les			Six mois clos les		
	29 février 2016	28 février 2015	Variation	29 février 2016	28 février 2015	Variation
	\$	\$	%	\$	\$	%
Dollar américain par rapport au dollar canadien	1,3908	1,2049	15,4	1,3557	1,1616	16,7
Livre sterling par rapport au dollar canadien	2,0236	1,8514	9,3	2,0213	1,8227	10,9

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence en dollars canadiens d'une hausse de 10 % du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien sur les résultats d'exploitation sectoriels de Cogeco Communications pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016.

	Services à large bande canadiens		Services à large bande américains		Services de TIC aux entreprises	
	Données comptabilisées	Incidence du taux de change	Données comptabilisées	Incidence du taux de change	Données comptabilisées	Incidence du taux de change
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Trimestre clos le 29 février 2016 (en milliers de dollars)						
Produits	316 112	—	158 831	15 883	77 538	4 692
Charges d'exploitation	153 010	808	90 860	9 085	50 244	3 013
BAIIA ajusté	163 102	(808)	67 971	6 798	27 294	1 679
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	56 906	1 713	26 761	2 677	33 057	1 798

	Services à large bande canadiens		Services à large bande américains		Services de TIC aux entreprises	
	Données comptabilisées	Incidence du taux de change	Données comptabilisées	Incidence du taux de change	Données comptabilisées	Incidence du taux de change
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Six mois clos le 29 février 2016 (en milliers de dollars)						
Produits	629 659	—	308 404	30 836	155 640	9 344
Charges d'exploitation	304 133	1 523	175 062	17 500	102 102	6 216
BAIIA ajusté	325 526	(1 523)	133 342	13 336	53 538	3 128
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	150 461	5 368	60 194	6 040	52 370	1 925

8. RÉSULTATS D'EXPLOITATION SECTORIELS

La Société présente ses résultats d'exploitation en trois secteurs d'exploitation, soit les Services à large bande canadiens, les Services à large bande américains et les Services de TIC aux entreprises. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées à chaque secteur et d'évaluer leur performance.

8.1 SERVICES À LARGE BANDE CANADIENS

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	29 février 2016	Ajouts nets (pertes nettes)				% de pénétration ⁽¹⁾	
		Trimestres clos les		Six mois clos les		29 février 2016	28 février 2015
		29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015		
Unités de service primaire	1 932 343	(1 184)	(7 659)	5 801	(2 364)		
Clients du service de vidéo	755 366	(5 843)	(9 209)	(9 992)	(16 688)	44,6	46,4
Clients du service d'Internet	724 379	7 802	5 336	19 824	18 663	42,7	41,5
Clients du service de téléphonie	452 598	(3 143)	(3 786)	(4 031)	(4 339)	26,7	27,6

(1) En pourcentage des foyers câblés

VIDÉO

Pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 5 843 et à 9 992, respectivement, comparativement à 9 209 et à 16 688 pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution moindre des clients du service de vidéo pour les deux périodes est essentiellement attribuable au lancement des services de vidéo numérique avancée TiVo au cours de l'exercice 2015, facteur partiellement contrebalancé par les offres concurrentielles au sein du secteur, ainsi que par la croissance de la zone de couverture de nos concurrents en matière de télévision sur protocole Internet « IPTV » et par la maturité des catégories de services.

INTERNET

Pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016, les ajouts nets de clients du service d'Internet se sont établis à 7 802 et à 19 824, respectivement, comparativement à 5 336 et à 18 663 pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison de l'amélioration de l'offre de produits, de l'incidence positive des forfaits de services, de l'incidence complète du lancement des services de vidéo numérique avancée TiVo qui requièrent un abonnement à un service Internet, des activités promotionnelles et de la croissance du secteur commercial.

TÉLÉPHONIE

Pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016, les pertes nettes de clients du service de téléphonie se sont établies à 3 143 et à 4 031, respectivement, comparativement à 3 786 et à 4 339 pour les périodes correspondantes de l'exercice 2015, en raison de l'augmentation du taux de pénétration de la téléphonie mobile en Amérique du Nord et des diverses offres illimitées lancées par les exploitants de services de téléphonie mobile, entraînant une baisse du nombre de clients qui s'abonnent aux services de téléphonie filaire.

Au 29 février 2016, 71 % (70 % en 2015) des clients des Services à large bande canadiens étaient abonnés à au moins deux services. La répartition des clients des Services à large bande canadiens, en fonction du nombre de services auxquels ils sont abonnés, s'établit comme suit : 29 % des clients sont abonnés à un seul service (30 % en 2015), 37 % à un duo de services (34 % en 2015) et 34 % au trio (36 % en 2015).

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les			Six mois clos les		
	29 février 2016	28 février 2015	Variation	29 février 2016	28 février 2015	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	\$	\$	%
Produits	316 112	313 966	0,7	629 659	629 188	0,1
Charges d'exploitation	153 010	154 931	(1,2)	304 133	310 322	(2,0)
BAIIA ajusté	163 102	159 035	2,6	325 526	318 866	2,1
Marge d'exploitation	51,6 %	50,7 %		51,7 %	50,7 %	

PRODUITS

Pour le deuxième trimestre et les six premiers mois de l'exercice 2016, les produits sont demeurés essentiellement stables, s'établissant à 316,1 millions \$ et à 629,7 millions \$, respectivement, comparativement à 314,0 millions \$ et à 629,2 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2015, principalement en raison des hausses tarifaires et de la croissance soutenue du secteur commercial, facteurs contrebalancés en partie par une diminution des unités de service primaire au 29 février 2016 par rapport au 28 février 2015.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le deuxième trimestre clos le 29 février 2016, les charges d'exploitation se sont chiffrées à 153,0 millions \$, une diminution de 1,9 million \$, ou 1,2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les six premiers mois, les charges d'exploitation ont diminué de 6,2 millions \$, ou 2,0 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 304,1 millions \$. La diminution pour les deux périodes est attribuable aux améliorations continues de l'efficacité opérationnelle et au nombre moins élevé d'initiatives de marketing par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015, trimestre au cours duquel des frais de marketing plus élevés avaient été engagés en raison du lancement des services de vidéo numérique avancée TiVo en Ontario au premier trimestre de l'exercice 2015.

BIIIA AJUSTÉ ET MARGE D'EXPLOITATION

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016, le BIIIA ajusté s'est établi à 163,1 millions \$, soit une hausse de 4,1 millions \$, ou 2,6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les six premiers mois de l'exercice 2016, le BIIIA ajusté s'est établi à 325,5 millions \$, soit une hausse de 6,7 millions \$, ou 2,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation pour les deux périodes découle principalement de la diminution des charges d'exploitation; par conséquent, la marge d'exploitation a augmenté, passant de 50,7 % à 51,6 % pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016 et de 50,7 % à 51,7 % pour les six premiers mois, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

8.2 SERVICES À LARGE BANDE AMÉRICAINS

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	29 février 2016	Ajouts nets (pertes nettes)				% de pénétration ⁽¹⁾	
		Trimestres clos les		Six mois clos les		29 février 2016	28 février 2015
		29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015		
Unités de service primaire	582 794	5 342	5 543	11 634	11 336		
Clients du service de vidéo	245 971	(1 918)	(939)	(3 332)	(1 925)	41,7	43,1
Clients du service d'Internet	242 777	6 220	5 483	12 862	10 691	41,1	38,6
Clients du service de téléphonie	94 046	1 040	999	2 104	2 570	15,9	16,0

(1) En pourcentage des foyers câblés

VIDÉO

Pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 1 918 et à 3 332, respectivement, comparativement à 939 et à 1 925 pour les périodes correspondantes de l'exercice 2015, en raison des offres concurrentielles au sein du secteur, facteur contrebalancé en partie par l'intérêt soutenu des clients à l'égard des services de vidéo numérique avancée TiVo.

INTERNET

Pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016, les ajouts nets de clients du service d'Internet se sont établis à 6 220 et à 12 862, respectivement, comparativement à 5 483 et à 10 691 pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison de la croissance soutenue des services de vidéo numérique TiVo qui requièrent un abonnement à un service Internet, des initiatives de marketing additionnelles ciblées portant sur les offres groupées, ainsi que de la croissance du secteur commercial.

TÉLÉPHONIE

Pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016, les ajouts nets de clients du service de téléphonie se sont chiffrés à 1 040 et à 2 104, respectivement, comparativement à 999 et à 2 570 pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Au 29 février 2016, 57 % (59 % en 2015) des clients des Services à large bande américains étaient abonnés à au moins deux services. La répartition des clients des Services à large bande américains, en fonction du nombre de services auxquels ils sont abonnés, s'établit comme suit : 43 % des clients sont abonnés à un seul service (41 % en 2015), 36 % à un duo de services (38 % en 2015) et 21 % au trio (21 % en 2015).

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les			Six mois clos les		
	29 février 2016	28 février 2015	Variation	29 février 2016	28 février 2015	Variation
	\$	\$	%	\$	\$	%
Produits	158 831	116 035	36,9	308 404	222 606	38,5
Charges d'exploitation	90 860	66 116	37,4	175 062	125 850	39,1
BAlIA ajusté	67 971	49 919	36,2	133 342	96 756	37,8
Marge d'exploitation	42,8 %	43,0 %		43,2 %	43,5 %	

PRODUITS

Pour le deuxième trimestre et les six premiers mois de l'exercice 2016, les produits ont augmenté de 42,8 millions \$ et de 85,8 millions \$, ou 36,9 % et 38,5 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, pour s'établir à 158,8 millions \$ et à 308,4 millions \$, respectivement. L'augmentation des produits pour les deux périodes découle principalement de l'acquisition du réseau au Connecticut au quatrième trimestre de l'exercice 2015, de la croissance interne grâce à la croissance des unités de service primaire et aux hausses tarifaires, et des taux de change favorables par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2015.

Pour le deuxième trimestre et les six premiers mois de l'exercice 2016, les produits exprimés en monnaie locale se sont chiffrés à 114,2 millions \$ US et à 227,5 millions \$ US, respectivement, comparativement à 96,3 millions \$ US et à 191,6 millions \$ US pour les périodes correspondantes de l'exercice 2015, ce qui représente une hausse de 17,9 millions \$ US et de 35,9 millions \$ US, ou 18,6 % et 18,7 %, respectivement, incluant les produits du réseau au Connecticut.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le deuxième trimestre et les six premiers mois de l'exercice 2016, les charges d'exploitation ont augmenté de 24,7 millions \$ et de 49,2 millions \$, ou 37,4 % et 39,1 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, pour s'établir à 90,9 millions \$ et à 175,1 millions \$, respectivement. Cette hausse pour les deux périodes est principalement imputable à l'acquisition du réseau au Connecticut au quatrième trimestre de l'exercice 2015, aux coûts engagés pour les unités de service primaire additionnelles, aux initiatives de marketing additionnelles visant à améliorer la croissance des unités de service primaire, et à la hausse des taux de change par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2015.

Pour le deuxième trimestre et les six premiers mois de l'exercice 2016, les charges d'exploitation exprimées en monnaie locale se sont chiffrées à 65,3 millions \$ US et à 129,1 millions \$ US, respectivement, comparativement à 54,9 millions \$ US et à 108,3 millions \$ US pour les périodes correspondantes de l'exercice 2015, ce qui représente une hausse de 10,5 millions \$ US et de 20,8 millions \$ US, ou 19,0 % et 19,2 %, respectivement, incluant les charges d'exploitation du réseau au Connecticut.

BAlIA AJUSTÉ ET MARGE D'EXPLOITATION

Pour le deuxième trimestre et les six premiers mois de l'exercice 2016, le BAlIA ajusté a augmenté de 18,1 millions \$ et de 36,6 millions \$, ou 36,2 % et 37,8 %, respectivement, pour atteindre 68,0 millions \$ et 133,3 millions \$, respectivement, par rapport à 49,9 millions \$ et à 96,8 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2015, principalement en raison de l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, conjuguée à la hausse des produits, facteurs contrebalancés en partie par l'augmentation des charges d'exploitation. La marge d'exploitation est demeurée essentiellement inchangée, s'établissant à 42,8 % et à 43,2 %, respectivement, comparativement à 43,0 % et à 43,5 % pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Pour le deuxième trimestre et les six premiers mois de l'exercice 2016, le BAlIA ajusté exprimé en monnaie locale s'est établi à 48,9 millions \$ US et à 98,4 millions \$ US, respectivement, comparativement à 41,4 millions \$ US et à 83,3 millions \$ US pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 7,5 millions \$ US et de 15,1 millions \$ US, ou 18,0 % et 18,1 %, respectivement, incluant le BAlIA ajusté du réseau au Connecticut.

8.3 SERVICES DE TIC AUX ENTREPRISES

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les			Six mois clos les		
	29 février 2016	28 février 2015	Variation	29 février 2016	28 février 2015	Variation
	\$	\$	%	\$	\$	%
Produits	77 538	80 152	(3,3)	155 640	156 112	(0,3)
Charges d'exploitation	50 244	51 771	(2,9)	102 102	101 734	0,4
BAlIA ajusté	27 294	28 381	(3,8)	53 538	54 378	(1,5)
Marge d'exploitation	35,2 %	35,4 %		34,4 %	34,8 %	

PRODUITS

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016, les produits ont diminué de 2,6 millions \$, ou 3,3 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2015, pour se chiffrer à 77,5 millions \$. Pour les six premiers mois, les produits ont diminué de 0,5 million \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice 2015, pour s'établir à 155,6 millions \$. La diminution pour les deux périodes est essentiellement attribuable à la décision de simplifier notre offre de produits afin de cibler les services qui génèrent des marges plus élevées, et aux pressions concurrentielles sur les tarifs des services de connectivité réseau, facteurs partiellement contrebalancés par les taux de change favorables.

CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation pour le deuxième trimestre et les six premiers mois de l'exercice 2016 ont diminué de 1,5 million \$, ou 2,9%, et pour s'établir à 50,2 millions \$, et ont augmenté de 0,4 million \$, ou 0,4%, pour s'établir à 102,1 millions \$, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, essentiellement en raison des initiatives de réduction des coûts, contrebalancées en partie par l'appréciation du dollar américain et de la livre sterling par rapport au dollar canadien, des coûts additionnels liés à la mise en service des modules restants du centre de données de Barrie et du premier module du centre de données à Montréal.

BAlIA AJUSTÉ ET MARGE D'EXPLOITATION

Pour le deuxième trimestre et les six premiers mois de l'exercice 2016, le BAlIA ajusté a diminué de 1,1 million \$ et de 0,8 million \$, ou 3,8 % et 1,5 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, pour s'établir à 27,3 millions \$ et à 53,5 millions \$, respectivement, en raison de la baisse des produits. Par conséquent, la marge d'exploitation a diminué, passant de 35,4 % à 35,2 % et de 34,8 % à 34,4 %, respectivement, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2015.

9. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») est un processus conçu de façon à fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, relativement à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les IFRS. Le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information adéquats (les « CPCI ») et du CIIF, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de Cogeco Communications est fondé sur les critères publiés dans la version mise à jour du rapport intitulé *Internal Control Integrated Framework* du *Committee of Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission* publiée en mai 2013.

Le chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 29 février 2016 et ont conclu que ces derniers étaient adéquats. De plus, aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours des périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016.

10. INCERTITUDES ET PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée Cogeco Communications figure dans le rapport annuel de 2015 disponible aux adresses www.sedar.com et corpo.cogeco.com. La mise à jour qui suit devrait être lue en parallèle avec les incertitudes et les principaux facteurs de risque décrits dans le rapport annuel de 2015, qui sont par les présentes intégrés par renvoi.

Le 9 avril 2015, dans le cadre de l'avis de consultation de télécom CRTC 2015-134, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a lancé une instance visant à examiner les services de télécommunication dont les Canadiens ont besoin pour participer de manière significative à l'économie numérique ainsi que le rôle du CRTC à s'assurer de la disponibilité de services de télécommunication de base abordables pour tous les Canadiens. À l'heure actuelle, l'objectif du service de base se compose essentiellement du service de téléphonie locale et ne s'applique qu'aux compagnies de téléphone. Bien que les services d'Internet à large bande ne figurent pas dans la définition de « services de télécommunication de base » présentée lors de la dernière révision de la politique, le CRTC a établi que tous les Canadiens devraient avoir accès à des vitesses cibles de 5 Mbps pour le téléchargement et de 1 Mbps pour le téléversement d'ici la fin de 2015. Dans le cadre de son instance Parlons Internet à large bande, le CRTC demande si les services d'Internet à large bande devraient être définis comme des services de base. Dans l'affirmative, il cherchera à savoir si le régime de contribution devrait être élargi pour soutenir l'accès à des services à large bande abordables partout au pays, et il visera à déterminer les nouvelles vitesses cibles. Le CRTC a débuté des audiences publiques à ce sujet le 11 avril 2016. Il est encore trop tôt pour déterminer si les décisions futures à l'égard de la politique auront une incidence financière sur les résultats d'exploitation de la Société.

Le 22 décembre 2015, la Cour d'appel fédérale a donné à Bell Canada et à Bell Média l'autorisation d'interjeter appel de l'ordonnance de radiodiffusion CRTC 2015-439, de la politique réglementaire de radiodiffusion CRTC 2015-438 et du bulletin d'information de radiodiffusion CRTC 2015-440, qui portent sur le Code sur la vente en gros révisé (le « Code sur la vente en gros ») qui entrera en vigueur en 2016. Le Code sur la vente en gros impose un certain nombre d'exigences en ce qui a trait aux ententes d'affiliation entre les entreprises de services de programmation et les entreprises de distribution par câble et par satellite au Canada, y compris les règlements de différends. Bell Canada et Bell Média soutiennent que le Code sur la vente en gros porte atteinte à leurs droits de propriété intellectuelle sur leurs émissions en vertu de la *Loi sur le droit d'auteur* et que le CRTC n'a pas la compétence voulue pour établir le Code sur la vente en gros en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion*. Dans le cadre d'instances réglementaires antérieures auprès du CRTC, Cogeco Communications et d'autres distributeurs indépendants ont prôné l'adoption d'un Code sur la vente en gros afin de s'assurer que les entités verticalement intégrées, comme Bell Canada et Bell Média, ne peuvent abuser de leur position de force sur le marché et imposer des modalités anticoncurrentielles pour la distribution de leurs services de programmation. Cogeco Communications conteste l'appel de Bell Canada et de Bell Média. Il est encore trop tôt pour évaluer l'incidence sur la Société.

11. MÉTHODES COMPTABLES

11.1 NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Un certain nombre de nouvelles normes, d'interprétations et de modifications des normes actuelles publiées par l'*International Accounting Standards Board* (l'« IASB ») sont obligatoires, mais ne sont pas encore entrées en vigueur pour les périodes de trois et de six mois closes le 29 février 2016, et elles n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés. Ces normes sont décrites à la rubrique « Développements futurs en matière de comptabilité au Canada » du rapport annuel de 2015 de la Société, disponible sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

11.2 MODIFICATIONS DES MÉTHODES ET DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Il n'y a eu aucun changement important dans les méthodes et les estimations comptables de Cogeco Communications de même que dans les prises de position comptable futures depuis le 31 août 2015. Une description des méthodes et des estimations comptables de la Société figure dans le rapport annuel de 2015, disponible sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

12. MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Cette rubrique décrit les mesures financières non définies par les IFRS qu'utilise Cogeco Communications tout au long de ce rapport de gestion. Ces mesures financières sont examinées dans le cadre de l'évaluation du rendement de la Société et elles sont utilisées dans le cadre du processus décisionnel à l'égard de nos unités d'exploitation. Le rapprochement entre les « flux de trésorerie disponibles », le « BAIIA ajusté », la « marge d'exploitation » et l'« intensité du capital » et les mesures financières les plus comparables définies par les IFRS est également présenté. Ces mesures financières n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Mesure non définie par les IFRS	Utilisation	Calcul	Mesure la plus comparable selon les IFRS
Flux de trésorerie disponibles	La direction et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie disponibles pour mesurer la capacité de Cogeco Communications à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance.	Flux de trésorerie disponibles : - Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ajouter : - amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme; - variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie; - impôts sur le résultat payés; et - charges financières versées déduire : - impôts exigibles; - charges financières; - acquisitions d'immobilisations corporelles; et - acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs.	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
BAIIA ajusté et marge d'exploitation	Le BAIIA ajusté et la marge d'exploitation sont des mesures clés couramment présentées et utilisées dans le secteur des télécommunications, puisqu'elles permettent d'établir une comparaison entre des sociétés dont la structure du capital diffère et qu'elles constituent des mesures plus actuelles, celles-ci ne comprenant pas les investissements passés dans les actifs. Le BAIIA ajusté compte parmi les mesures clés utilisées par les milieux financiers pour évaluer une entreprise et sa santé financière. Le BAIIA ajusté des unités d'exploitation de Cogeco Communications correspond au bénéfice sectoriel (à la perte sectorielle) présenté(e) à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.	BAIIA ajusté consolidé : - Bénéfice de la période ajouter : - impôts sur le résultat; - charges financières; - amortissements; - frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition; - perte de valeur au titre des immobilisations corporelles; et - règlement d'une réclamation auprès d'un fournisseur. Marge d'exploitation : - BAIIA ajusté divisé par : - produits	Bénéfice de la période Aucune mesure comparable selon les IFRS
Intensité du capital	La direction de Cogeco Communications et les investisseurs utilisent l'intensité du capital afin d'évaluer les dépenses d'investissement engagées par la Société pour maintenir un certain niveau de produits.	Intensité du capital : - Acquisitions d'immobilisations corporelles; et - acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs divisé par : - produits	Aucune mesure comparable selon les IFRS

12.1 RAPPROCHEMENT DES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	Trimestres clos les		Six mois clos les	
	29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015
<i>(en milliers de dollars)</i>	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	205 954	198 195	302 047	220 317
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	2 349	2 094	4 648	4 112
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	99	4 086	57 673	134 027
Impôts sur le résultat payés	22 912	14 371	64 725	34 721
Impôts exigibles	(21 990)	(22 666)	(46 107)	(39 910)
Charges financières versées	17 945	15 253	63 997	61 616
Charges financières	(35 839)	(35 524)	(69 192)	(71 252)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(110 581)	(98 810)	(252 003)	(198 226)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	(6 151)	(3 863)	(11 048)	(7 330)
Flux de trésorerie disponibles	74 698	73 136	114 740	138 075

12.2 RAPPROCHEMENT DU BAIIA AJUSTÉ ET DE LA MARGE D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les		Six mois clos les	
	29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	\$	\$
Bénéfice de la période	62 042	58 906	123 148	115 615
Impôts sur le résultat	17 114	18 640	39 098	30 470
Charges financières	35 839	35 524	69 192	71 252
Amortissements	129 067	116 855	254 736	231 448
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	4 320	1 339	6 350	1 339
BAIIA ajusté	248 382	231 264	492 524	450 124
Produits	551 523	509 470	1 091 836	1 006 471
Marge d'exploitation	45,0 %	45,4 %	45,1 %	44,7 %

12.3 RAPPROCHEMENT DE L'INTENSITÉ DU CAPITAL

	Trimestres clos les		Six mois clos les	
	29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015
<i>(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	\$	\$
Acquisition d'immobilisations corporelles	110 581	98 810	252 003	198 226
Acquisition d'immobilisation incorporelles et d'autres actifs	6 151	3 863	11 048	7 330
Total des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	116 732	102 673	263 051	205 556
Produits	551 523	509 470	1 091 836	1 006 471
Intensité du capital	21,2 %	20,2 %	24,1 %	20,4 %

13. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS SUPPLÉMENTAIRES

Trimestres clos les (en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)	29 février 2016 \$	28 février 2015 \$	30 novembre 2015 \$	31 août 2014 \$	31 mai 2015 \$	31 mai 2014 \$
Produits	551 523	509 470	540 313	497 001	520 419	490 155
BALIA ajusté	248 382	231 264	244 142	218 860	240 592	230 830
Marge d'exploitation	45,0 %	45,4 %	45,2 %	44,0 %	46,2 %	47,1 %
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	4 320	1 339	2 030	—	6 942	956
Règlement d'une réclamation auprès d'un fournisseur	—	—	—	—	(27 431)	—
Perte de valeur au titre des immobilisations corporelles	—	—	—	—	—	3 296
Bénéfice de la période	62 042	58 906	61 106	56 709	77 986	63 848
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	205 954	198 195	96 093	22 122	271 328	329 195
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	116 732	102 673	143 319	102 883	129 946	165 125
Flux de trésorerie disponibles	74 698	73 136	40 042	64 939	72 047	22 151
Intensité du capital	21,2 %	20,2 %	27,1 %	20,7 %	25,0 %	33,7 %
Bénéfice par action ⁽¹⁾						
De base	1,27	1,21	1,25	1,16	1,59	1,31
Dilué	1,26	1,19	1,24	1,15	1,58	1,30

(1) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote

13.1 SAISONNALITÉ

Les résultats d'exploitation de Cogeco Communications ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes, à l'exception de ce qui suit. Pour ce qui est des secteurs des Services à large bande canadiens et américains, le nombre de clients des services de vidéo et d'Internet est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances, de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi que dans la région de la Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud, dans l'est du Connecticut, au Maryland et au Delaware, aux États-Unis. En ce qui concerne le secteur des Services à large bande américains, la région de Miami est également assujettie à des variations saisonnières attribuables aux résidents qui passent l'hiver à Miami et qui retournent chez eux vers la fin du printemps, pour revenir à l'automne.

Depuis le 1^{er} septembre 2015, la marge d'exploitation de la Société n'est plus assujettie aux variations des honoraires de gestion. En vertu de la convention de services de gestion modifiée et mise à jour, les honoraires de gestion annuels payables à Cogeco inc. sont versés sur une base mensuelle et correspondent à 0,85 % des produits consolidés de la Société, sans plafond ni ajustement en fonction de l'inflation. Au cours de l'exercice 2015, les honoraires de gestion annuels ont été versés en entier au premier trimestre, ce qui a donné lieu à une hausse des marges d'exploitation aux deuxième, troisième et quatrième trimestres.

14. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Ce rapport de gestion a été préparé le 13 avril 2016. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris sa notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

/s/ Jan Peeters

Jan Peeters
Président du conseil
d'administration

/s/ Louis Audet

Louis Audet
Président et chef de la
direction

Cogeco Communications inc.
Montréal (Québec)
Le 13 avril 2016



(anciennement Cogeco Câble)

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Périodes de trois et six mois closes le 29 février 2016

COGECO COMMUNICATIONS INC.
COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE RÉSULTAT
(non audité)

		Trois mois clos les		Six mois clos les	
	Notes	29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)</i>		\$	\$	\$	\$
Produits		551 523	509 470	1 091 836	1 006 471
Charges d'exploitation	4	298 428	278 206	590 011	546 470
Honoraires de gestion - Cogeco inc.		4 713	—	9 301	9 877
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition		4 320	1 339	6 350	1 339
Amortissements	5	129 067	116 855	254 736	231 448
Charges financières	6	35 839	35 524	69 192	71 252
Impôts sur le résultat	7	17 114	18 640	39 098	30 470
Bénéfice de la période		62 042	58 906	123 148	115 615
Bénéfice par action					
De base	8	1,27	1,21	2,52	2,37
Dilué	8	1,26	1,19	2,49	2,34

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$	\$	\$
Bénéfice de la période	62 042	58 906	123 148	115 615
Autres éléments du résultat global				
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net				
<i>Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie</i>				
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	(2 432)	20 584	(50 601)	31 787
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture reclassés à titre de charges financières	—	(20 197)	48 108	(30 970)
Impôts sur le résultat y afférents	533	(244)	600	(426)
	(1 899)	143	(1 893)	391
<i>Ajustements au titre de l'écart de change</i>				
Écarts de change nets à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	10 646	71 727	23 425	106 024
Variation nette des ajustements latents à la conversion de la dette à long terme désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(6 731)	(45 286)	(14 856)	(66 227)
	3 915	26 441	8 569	39 797
	2 016	26 584	6 676	40 188
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net				
<i>Ajustements actuariels sur les régimes à prestations définies</i>				
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	(2 681)	(1 981)	(2 130)	(3 381)
Impôts sur le résultat y afférents	721	533	573	909
	(1 960)	(1 448)	(1 557)	(2 472)
Autres éléments du résultat global de la période	56	25 136	5 119	37 716
Résultat global de la période	62 098	84 042	128 267	153 331

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

	Capital social	Réserve de rémunération fondée sur des actions	Cumul des autres éléments du résultat global	Bénéfices non distribués	Total des capitaux propres
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$	\$	\$	\$
	<i>(Note 10)</i>		<i>(Note 11)</i>		
Solde au 31 août 2014	997 144	11 280	28 325	471 507	1 508 256
Bénéfice de la période	—	—	—	115 615	115 615
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	40 188	(2 472)	37 716
Résultat global de la période	—	—	40 188	113 143	153 331
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	5 551	—	—	—	5 551
Rémunération fondée sur des actions	—	3 375	—	—	3 375
Rémunération fondée sur des actions comptabilisée précédemment à la réserve de rémunération fondée sur des actions pour les options exercées	1 387	(1 387)	—	—	—
Dividendes sur actions à droits de vote multiples (Note 10 C))	—	—	—	(10 984)	(10 984)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote (Note 10 C))	—	—	—	(23 208)	(23 208)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(6 425)	—	—	—	(6 425)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	2 851	(2 879)	—	28	—
Total des apports (distributions) aux actionnaires	3 364	(891)	—	(34 164)	(31 691)
Solde au 28 février 2015	1 000 508	10 389	68 513	550 486	1 629 896
Solde au 31 août 2015	1 001 618	12 535	83 820	660 999	1 758 972
Bénéfice de la période	—	—	—	123 148	123 148
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	6 676	(1 557)	5 119
Résultat global de la période	—	—	6 676	121 591	128 267
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	4 601	—	—	—	4 601
Rémunération fondée sur des actions	—	3 599	—	—	3 599
Rémunération fondée sur des actions comptabilisée précédemment à la réserve de rémunération fondée sur des actions pour les options exercées	1 129	(1 129)	—	—	—
Dividendes sur actions à droits de vote multiples (Note 10 C))	—	—	—	(12 239)	(12 239)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote (Note 10 C))	—	—	—	(25 956)	(25 956)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(4 575)	—	—	—	(4 575)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	4 363	(3 615)	—	(748)	—
Total des apports (distributions) aux actionnaires	5 518	(1 145)	—	(38 943)	(34 570)
Solde au 29 février 2016	1 007 136	11 390	90 496	743 647	1 852 669

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

	Notes	29 février 2016	31 août 2015
(en milliers de dollars canadiens)		\$	\$
			(retraité, Note 3)
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		30 718	163 166
Créances clients et autres débiteurs		110 292	123 880
Impôts sur le résultat à recevoir		19 877	10 747
Charges payées d'avance et autres		24 412	16 416
Instruments financiers dérivés		—	49 834
		185 299	364 043
Actifs non courants			
Autres actifs		18 008	23 205
Immobilisations corporelles		2 028 703	1 985 421
Immobilisations incorporelles		2 135 423	2 131 483
Goodwill		1 525 388	1 497 800
Actifs d'impôts différés		10 743	12 086
		5 903 564	6 014 038
Passif et capitaux propres			
Passif			
Passifs courants			
Endettement bancaire		23 329	—
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		221 656	287 632
Provisions		25 558	23 780
Passifs d'impôts sur le résultat		44 026	53 790
Produits différés et perçus d'avance		61 860	62 094
Instruments financiers dérivés		1 749	—
Tranche à court terme de la dette à long terme	9	42 050	297 629
		420 228	724 925
Passifs non courants			
Dette à long terme	9	3 081 906	2 982 395
Instruments financiers dérivés		767	—
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs		31 171	29 609
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel		3 816	3 943
Passifs d'impôts différés		513 007	514 194
		4 050 895	4 255 066
Capitaux propres			
Capital social	10 B)	1 007 136	1 001 618
Réserve de rémunération fondée sur des actions		11 390	12 535
Cumul des autres éléments du résultat global	11	90 496	83 820
Bénéfices non distribués		743 647	660 999
		1 852 669	1 758 972
		5 903 564	6 014 038

COGECO COMMUNICATIONS INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non auditée)

		Trois mois clos les		Six mois clos les	
	Notes	29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015
(en milliers de dollars canadiens)		\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice de la période		62 042	58 906	123 148	115 615
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Amortissements	5	129 067	116 855	254 736	231 448
Charges financières	6	35 839	35 524	69 192	71 252
Impôts sur le résultat	7	17 114	18 640	39 098	30 470
Rémunération fondée sur des actions	10 D)	1 700	1 573	3 603	3 300
Perte sur dispositions et radiations d'immobilisations corporelles		661	760	958	1 413
Contributions au titre des régimes à prestations définies, déduction faite de la charge		487	(353)	(2 293)	(2 817)
		246 910	231 905	488 442	450 681
Variations des activités d'exploitation sans effet de trésorerie	12	(99)	(4 086)	(57 673)	(134 027)
Charges financières versées		(17 945)	(15 253)	(63 997)	(61 616)
Impôts sur le résultat versés		(22 912)	(14 371)	(64 725)	(34 721)
		205 954	198 195	302 047	220 317
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition d'immobilisations corporelles		(110 581)	(98 810)	(252 003)	(198 226)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et autres actifs		(6 151)	(3 863)	(11 048)	(7 330)
Autres		934	131	1 233	264
		(115 798)	(102 542)	(261 818)	(205 292)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Augmentation (diminution) de l'endettement bancaire		(14 657)	(3 894)	23 329	15 845
Augmentation (diminution) nette des facilités renouvelables		(59 848)	(75 570)	73 697	(24 442)
Remboursement de dette à long terme et règlement des instruments financiers dérivés		(6 425)	(3 614)	(231 290)	(20 346)
Augmentation des coûts de transaction différés		(440)	(480)	(440)	(480)
Émission d'actions subalternes à droit de vote	10 B)	3 837	4 726	4 601	5 551
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	10 B)	—	—	(4 575)	(6 425)
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	10 C)	(6 119)	(5 492)	(12 239)	(10 984)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	10 C)	(12 987)	(11 624)	(25 956)	(23 208)
		(96 639)	(95 948)	(172 873)	(64 489)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères					
		(473)	1 918	196	3 548
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		(6 956)	1 623	(132 448)	(45 916)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début		37 674	16 292	163 166	63 831
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin		30 718	17 915	30 718	17 915

NATURE DES ACTIVITÉS

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société » ou la « Société mère ») (auparavant Cogeco Câble inc.) est une société ouverte canadienne de communications dont les actions subalternes à droit de vote sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « CCA ». Le 13 janvier 2016, lors de l'assemblée annuelle des actionnaires, une résolution spéciale visant à remplacer le nom de Cogeco Câble inc. par Cogeco Communications inc. a été approuvée par les actionnaires.

Au Canada, elle exerce ses activités sous Cogeco Câble Canada GP inc. (« Cogeco Connexion ») au Québec et en Ontario, et aux États-Unis sous Atlantic Broadband LLC (« Atlantic Broadband »), dans l'ouest de la Pennsylvanie, le sud de la Floride, le Maryland/Delaware, la Caroline du Sud et l'est du Connecticut. Cogeco Communications fournit à sa clientèle résidentielle et d'affaires des services de vidéo, d'Internet et de téléphonie au moyen de ses réseaux de fibres bidirectionnels à large bande. Par l'intermédiaire de sa filiale Cogeco Peer 1 inc. (« Cogeco Peer 1 »), la Société fournit à sa clientèle commerciale une gamme de services de technologies de l'information et de communications (colocation, connectivité réseau, hébergement géré, services d'informatique en nuage et services de TI gérés) grâce à ses centres de données, à son vaste réseau FastFiber Network™ et à ses points de présence en Amérique du Nord et en Europe.

La Société est une filiale de Cogeco inc. (« Cogeco »), qui détient 31,8% des actions de participation de la Société, représentant 82,3% des votes liés aux actions à droit de vote de la Société.

Le siège social de la Société est situé au 5, Place Ville Marie, bureau 1700, Montréal (Québec) H3B 0B3.

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels. Certains renseignements et informations à fournir par voie de note qui figurent dans des états financiers annuels n'ont pas été présentés ou sont résumés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de l'exercice 2015.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que la Société a adopté dans ses états financiers annuels consolidés de l'exercice 2015. Les méthodes comptables ont été appliquées systématiquement à travers toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en utilisant le coût historique, sauf pour les instruments financiers et les instruments financiers dérivés, les accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie et les actifs des régimes de retraite qui ont été comptabilisés à la juste valeur, et pour les obligations au titre des prestations définies et les provisions, qui ont été comptabilisées à la valeur actualisée.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Les résultats opérationnels pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la nature saisonnière de ses activités soit un facteur significatif sur le plan des résultats trimestriels, hormis le fait que dans les secteurs des Services à large bande canadiens et américains, le nombre de clients du service de vidéo et du service d'Internet est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances, à la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi que dans la région de la Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud, à l'est du Connecticut, au Maryland et au Delaware, aux États-Unis. En ce qui concerne le secteur des Services à large bande américains, la région de Miami est également assujettie à des variations saisonnières attribuables aux résidents qui passent l'hiver à Miami et qui retournent chez eux vers la fin du printemps, pour revenir à l'automne. De plus, les marges opérationnelles aux deuxième, troisième et quatrième trimestres des années précédentes étaient habituellement plus élevées étant donné que très peu ou aucuns honoraires de gestion n'étaient versés à Cogeco, alors que la marge opérationnelle du premier trimestre était moindre car la totalité ou quasi-totalité des honoraires annuels étaient payés dans ce trimestre. Au cours de l'exercice 2015 la Société a payé des honoraires de gestion correspondant à 2 % du total de ses produits sous réserve d'un montant maximal. Étant donné que le montant maximal a été atteint au cours du premier trimestre de l'exercice 2015, la Société n'a pas payé d'honoraires de gestion pour le reste de l'exercice. Le 14 juillet 2015, la convention de gestion a été modifiée et mise à jour afin d'aligner les honoraires de gestion aux coûts, au temps et aux ressources qui sont investis par Cogeco. Pour l'exercice 2016, en vertu de la convention modifiée et mise à jour, les honoraires de gestion ne seront plus assujettis à un plafond et seront versés sur une base mensuelle équivalente à 0,85 % des produits consolidés de la Société, sans plafond ni ajustement en fonction de l'inflation. Par conséquent, les honoraires de gestion seront constatés et versés tout au long de l'exercice, ce qui permettra une comparaison plus juste des marges d'exploitation d'un trimestre à l'autre.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société lors de la réunion tenue le 13 avril 2016.

2. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice sectoriel (perte sectorielle) de la Société est présenté(e) en trois secteurs opérationnels: les Services à large bande canadiens, les Services à large bande américains et les Services des technologies de l'information et des communications (« TIC ») d'entreprise. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs et d'évaluer leur performance.

Les secteurs des Services à large bande canadiens et américains fournissent, principalement à une clientèle résidentielle, une vaste gamme de services de vidéo, d'Internet et de téléphonie. Les secteurs des Services à large bande canadiens et américains fournissent également aux petites et moyennes entreprises des services d'affaires à l'intérieur de leurs zones de couverture. Les activités des Services à large bande canadiens sont exercées par Cogeco Connexion dans les provinces du Québec et de l'Ontario, tandis que les activités des Services à large bande américains sont exercées par Atlantic Broadband dans l'ouest de la Pennsylvanie, le sud de la Floride, le Maryland/Delaware, la Caroline du Sud et l'est du Connecticut.

Le secteur des Services TIC d'entreprise fournit des services de colocation, de connectivité réseau, d'hébergement géré et d'informatique en nuage ainsi qu'un riche portefeuille de services de TI gérés aux petites, moyennes et grandes entreprises de certaines régions du monde, soit au Canada, aux États-Unis et en Europe. Cogeco Peer 1 fournit ces services dans les principaux marchés verticaux suivants : la vente au détail en ligne, les services financiers, les services de technologie d'entreprise, le secteur public, l'éducation, les soins de santé, les services aux entreprises, le secteur manufacturier, les médias et les jeux en ligne. Cogeco Peer 1 offre ses services par l'intermédiaire de ses centres de données et ses points de présence en Amérique du Nord et en Europe. Le secteur des Services TIC d'entreprise exerce ses activités au Canada (en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec), aux États-Unis (en Californie, au Texas, en Virginie, en Floride et en Géorgie) et en Europe (à Londres et à Southampton, au Royaume-Uni).

La Société et son principal décideur opérationnel évaluent le rendement de chaque secteur opérationnel selon son bénéfice sectoriel (sa perte sectorielle), qui correspond aux produits moins les charges d'exploitation et les honoraires de gestion à Cogeco inc. Les autres charges, à l'exception des charges financières et des impôts sur le résultat, sont présentées par secteur uniquement aux fins de la présentation de l'information financière externe. Les charges financières et les impôts sur le résultat sont gérés sur une base consolidée et, par conséquent, ils ne sont pas reflétés dans les résultats sectoriels. Les éliminations intersectorielles et autres éliminent toutes transactions intersociétés comprises dans les résultats opérationnels de chaque secteur et incluent les activités du siège social. Les transactions entre les secteurs opérationnels sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

Trois mois clos le 29 février 2016					
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Services TIC d'entreprise	Éliminations intersectorielles et autres	Consolidé
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits ⁽¹⁾	316 112	158 831	77 538	(958)	551 523
Charges d'exploitation	153 010	90 860	50 244	4 314	298 428
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	—	4 713	4 713
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	163 102	67 971	27 294	(9 985)	248 382
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽²⁾	2 752	141	1 427	—	4 320
Amortissements	61 373	33 978	33 641	75	129 067
Charges financières					35 839
Impôts sur le résultat					17 114
Bénéfice de la période					62 042
Acquisition d'immobilisations corporelles	54 346	25 609	30 618	8	110 581
Acquisition d'immobilisations incorporelles et autres actifs	2 560	1 152	2 439	—	6 151

(1) Les produits par marché géographique comprennent 355 946 \$ au Canada, 185 328 \$ aux États-Unis et 10 249 \$ en Europe.

(2) Comprennent des frais d'acquisition et d'intégration dans le secteur des Services à large bande américains et des frais de restructuration dans les secteurs des Services à large bande canadiens et des Services TIC d'entreprise.

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

29 février 2016

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Trois mois clos le 28 février 2015					
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Services TIC d'entreprise	Éliminations intersectorielles et autres	Consolidé
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits ⁽¹⁾	313 966	116 035	80 152	(683)	509 470
Charges d'exploitation	154 931	66 116	51 771	5 388	278 206
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	159 035	49 919	28 381	(6 071)	231 264
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽²⁾	—	—	1 339	—	1 339
Amortissements	59 721	24 859	32 183	92	116 855
Charges financières					35 524
Impôts sur le résultat					18 640
Bénéfice de la période					58 906
Acquisition d'immobilisations corporelles	49 088	19 862	29 858	2	98 810
Acquisition d'immobilisations incorporelles et autres actifs	2 816	743	304	—	3 863

(1) Les produits par marché géographique comprennent 353 307 \$ au Canada, 145 427 \$ aux États-Unis et 10 736 \$ en Europe.

(2) Comprendent des frais de restructuration dans le secteur des Services TIC d'entreprise.

Six mois clos le 29 février 2016					
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Services TIC d'entreprise	Éliminations intersectorielles et autres	Consolidé
	\$	\$	\$	\$	\$
Produits ⁽¹⁾	629 659	308 404	155 640	(1 867)	1 091 836
Charges d'exploitation	304 133	175 062	102 102	8 714	590 011
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	—	9 301	9 301
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	325 526	133 342	53 538	(19 882)	492 524
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽²⁾	2 752	573	3 025	—	6 350
Amortissements	122 453	65 476	66 657	150	254 736
Charges financières					69 192
Impôts sur le résultat					39 098
Bénéfice de la période					123 148
Immobilisations corporelles	1 143 454	452 956	431 388	905	2 028 703
Immobilisations incorporelles	989 025	1 013 641	132 757	—	2 135 423
Goodwill	4 662	809 509	711 217	—	1 525 388
Acquisition d'immobilisations corporelles	144 756	58 245	48 976	26	252 003
Acquisition d'immobilisations incorporelles et autres actifs	5 705	1 949	3 394	—	11 048

(1) Les produits par marché géographique comprennent 709 710 \$ au Canada, 361 901 \$ aux États-Unis et 20 225 \$ en Europe.

(2) Comprendent des frais d'acquisition et d'intégration dans le secteur des Services à large bande américains et des frais de restructuration dans les secteurs des Services à large bande canadiens et des Services TIC d'entreprise.

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

29 février 2016

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Six mois clos le 28 février 2015					
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Services TIC d'entreprise	Éliminations intersectorielles et autres	Consolidé
	\$	\$	\$	\$	\$
		(retraité, Note 3)			(retraité, Note 3)
Produits ⁽¹⁾	629 188	222 606	156 112	(1 435)	1 006 471
Charges d'exploitation	310 322	125 850	101 734	8 564	546 470
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	—	9 877	9 877
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	318 866	96 756	54 378	(19 876)	450 124
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽²⁾	—	—	1 339	—	1 339
Amortissements	119 284	47 694	64 242	228	231 448
Charges financières					71 252
Impôts sur le résultat					30 470
Bénéfice de la période					115 615
Immobilisations corporelles ⁽³⁾	1 115 536	434 007	434 840	1 038	1 985 421
Immobilisations incorporelles ⁽³⁾	989 428	997 647	144 408	—	2 131 483
Goodwill ⁽³⁾	4 662	787 133	706 005	—	1 497 800
Acquisition d'immobilisations corporelles	98 132	41 599	58 493	2	198 226
Acquisition d'immobilisations incorporelles et autres actifs	5 469	1 328	533	—	7 330

(1) Les produits par marché géographique comprennent 706 379 \$ au Canada, 279 993 \$ aux États-Unis et 20 099 \$ en Europe.

(2) Comprennent des frais de restructuration dans le secteur des Services TIC d'entreprise.

(3) Au 31 août 2015.

Les tableaux suivants présentent certaines données géographiques aux 29 février 2016 et 31 août 2015:

Au 29 février 2016				
	Canada	États-Unis	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$
Immobilisations corporelles	1 467 318	515 925	45 460	2 028 703
Immobilisations incorporelles	1 055 294	1 072 070	8 059	2 135 423
Goodwill	333 710	1 137 947	53 731	1 525 388

Au 31 août 2015				
	Canada	États-Unis	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$
		(retraité, Note 3)		(retraité, Note 3)
Immobilisations corporelles	1 429 517	504 073	51 831	1 985 421
Immobilisations incorporelles	1 061 954	1 059 528	10 001	2 131 483
Goodwill	333 710	1 106 494	57 596	1 497 800

3. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES EN 2015

Le 20 août 2015, Atlantic Broadband, une filiale en propriété exclusive de Cogeco Communications, a conclu l'acquisition de la quasi-totalité des actifs nets de MetroCast Communications of Connecticut, LLC (le «réseau au Connecticut») qui desservait 27 256 clients de vidéo, 22 673 clients d'Internet et 7 817 clients de téléphonie au 31 août 2015. La transaction, qui est évaluée à 200 millions \$ US, compte non tenu d'un ajustement de 1,3 million \$ US du fonds de roulement net après la clôture, a été financée au moyen d'une combinaison de fonds en caisse, d'un prélèvement sur la facilité de crédit renouvelable existante d'un montant de 90 millions \$ US et d'emprunts totalisant 100 millions \$ US aux termes d'une nouvelle facilité d'emprunt à terme A-2 émise en vertu des facilités de crédit de premier rang. Cette acquisition renforce la zone de couverture de Cogeco Communications sur le marché américain et lui assure un fort potentiel de croissance.

Au cours des trois premiers mois de l'exercice 2016, la Société a finalisé la répartition du prix d'achat du réseau au Connecticut. La répartition finale du prix d'achat s'établit comme suit :

	Préliminaire 31 août 2015	Finale 30 novembre 2015
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$
Contrepartie versée		
Prix d'achat	261 600	261 600
Ajustements du fonds de roulement	1 640	1 640
	263 240	263 240
Actifs nets acquis		
Créances clients et autres débiteurs	616	616
Charges payées d'avance et autres	1 696	1 696
Immobilisations corporelles	51 368	51 368
Immobilisations incorporelles	108 564	115 104
Goodwill	101 685	95 145
Dettes fournisseurs et autres créiteurs pris en charge	(689)	(689)
	263 240	263 240

La finalisation de la répartition du prix d'achat n'a pas eu d'incidence significative sur les comptes du résultat global pour l'exercice clos le 31 août 2015, alors que l'incidence sur l'état de la situation financière au 31 août 2015 est la suivante:

	Précédemment présenté	Ajustements	Actuellement présenté
	\$	\$	\$
Immobilisations incorporelles	2 124 904	6 579	2 131 483
Goodwill	1 504 379	(6 579)	1 497 800

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

29 février 2016

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

4. CHARGES D'EXPLOITATION

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015
	\$	\$	\$	\$
Salaires, avantages du personnel et services impartis	89 824	85 496	177 489	167 435
Coûts de prestations de service ⁽¹⁾	165 792	149 083	323 741	290 196
Coûts liés aux clients ⁽²⁾	15 075	15 574	33 059	35 106
Autres achats externes ⁽³⁾	27 737	28 053	55 722	53 733
	298 428	278 206	590 011	546 470

(1) Comprennent le coût des équipements vendus, les coûts liés au contenu et à la programmation, les paiements à d'autres entreprises de télécommunications, les dépenses liées aux centres de données informatiques, les frais de franchise et les coûts de réseau.

(2) Comprennent les frais de publicité et de marketing, les frais de vente, les frais de facturation, les charges pour créances douteuses et les frais de recouvrement.

(3) Comprennent les frais relatifs aux immeubles à bureau, les honoraires professionnels, les frais liés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») et d'autres frais d'administration.

5. AMORTISSEMENTS

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015
	\$	\$	\$	\$
Amortissement des immobilisations corporelles	110 784	100 951	218 835	200 261
Amortissement des immobilisations incorporelles	18 283	15 904	35 901	31 187
	129 067	116 855	254 736	231 448

6. CHARGES FINANCIÈRES

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	34 109	32 884	67 717	64 781
Pertes nettes (gains nets) de change	281	331	(1 389)	1 162
Amortissement des coûts de transaction différés	630	575	1 222	1 138
Coûts d'emprunt capitalisés ⁽¹⁾	(443)	(85)	(809)	(141)
Autres	1 262	1 819	2 451	4 312
	35 839	35 524	69 192	71 252

(1) Pour les périodes de trois et six mois closes les 29 février 2016 et 28 février 2015, le taux d'intérêt moyen utilisé pour la capitalisation des coûts d'emprunt était de 4,5%.

7. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015
	\$	\$	\$	\$
Exigibles	21 990	22 666	46 107	39 910
Différés	(4 876)	(4 026)	(7 009)	(9 440)
	17 114	18 640	39 098	30 470

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

29 février 2016

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôts sur le résultat fédéral et provinciaux réglementaires du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidé:

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice avant impôts sur le résultat	79 156	77 546	162 246	146 085
Taux d'imposition combiné canadien	26,69%	26,50%	26,67%	26,50%
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	21 129	20 553	43 274	38 706
Ajustement lié aux pertes ou aux bénéfices assujettis à des taux d'impôts sur le résultat inférieurs ou supérieurs	1 978	1 399	3 955	2 835
Incidence sur les impôts différés résultant du changement des taux d'impôts pratiquement en vigueur	(44)	—	1 637	—
Impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles	149	1 593	382	1 563
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	(5 827)	(4 394)	(11 193)	(8 774)
Autres	(271)	(511)	1 043	(3 860)
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	17 114	18 640	39 098	30 470

8. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice par action de base et dilué :

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice de la période	62 042	58 906	123 148	115 615
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	48 969 487	48 841 828	48 959 652	48 831 605
Incidence des options sur actions dilutives ⁽¹⁾	162 110	283 909	180 685	262 700
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives	186 913	249 968	203 237	248 947
Incidence des unités d'actions liées au rendement dilutives	87 023	53 447	75 280	35 343
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	49 405 533	49 429 152	49 418 854	49 378 595
Bénéfice par action				
De base	1,27	1,21	2,52	2,37
Dilué	1,26	1,19	2,49	2,34

- (1) Pour les périodes de trois et six mois closes le 29 février 2016, 174 800 et 164 700 (1 600 et 6 800 en 2015) options sur actions ont été exclues du calcul du bénéfice par action dilué, étant donné que le prix d'exercice des options était supérieur à la moyenne du prix des actions subalternes à droit de vote.

9. DETTE À LONG TERME

	Échéance	Taux d'intérêt %	29 février 2016 \$	31 août 2015 \$
Société mère				
Crédit à terme renouvelable ⁽¹⁾				
Facilité de crédit renouvelable du Canada				
Emprunt renouvelable - 137,2 millions \$ US (70,5 millions \$ US au 31 août 2015)	janvier 2021	1,89 ⁽²⁾	185 645	92 757
Emprunt renouvelable - 54,6 millions £ (54 millions £ au 31 août 2015)	janvier 2021	1,96 ⁽²⁾	102 834	109 021
Billets garantis de premier rang				
Série A - 25 millions \$ US	septembre 2024	4,14	33 697	32 755
Série B - 150 millions \$ US	septembre 2026	4,29	202 155	196 515
Billets garantis de premier rang				
Série A - 190 millions \$ US ⁽³⁾	octobre 2015	—	—	249 953
Série B	octobre 2018	7,60	54 821	54 789
Billets garantis de premier rang - 215 millions \$ US	juin 2025	4,30	289 655	281 559
Déventures garanties de premier rang série 2	novembre 2020	5,15	199 088	199 002
Déventures garanties de premier rang série 3	février 2022	4,93	198 791	198 703
Déventures garanties de premier rang série 4	mai 2023	4,18	297 649	297 510
Déventure non garantie de premier rang	mars 2018	5,94	99 920	99 901
Billets non garantis de premier rang - 400 millions \$ US	mai 2020	4,88	536 260	520 759
Filiales				
Facilités de crédit de premier rang				
Facilité d'emprunt à terme A - 131,8 millions \$ US (145 millions \$ US au 31 août 2015)	novembre 2017	2,56 ⁽²⁾⁽⁴⁾	176 381	188 224
Facilité d'emprunt à terme A-2 - 98,2 millions \$ US (100 millions \$ US au 31 août 2015)	septembre 2019	2,56 ⁽²⁾⁽⁴⁾	130 884	129 391
Facilité d'emprunt à terme B - 362,6 millions \$ US (369,4 millions \$ US au 31 août 2015)	novembre 2019	3,25 ⁽²⁾	479 344	473 653
Facilité de crédit renouvelable - 95 millions \$ US (111 millions \$ US au 31 août 2015)	novembre 2017	2,56 ⁽²⁾	128 545	146 043
Crédit à terme renouvelable				
Facilité de crédit renouvelable du Royaume-Uni - 4,4 millions £ (4,7 millions £ au 31 août 2015)	janvier 2021	1,95 ⁽²⁾	8 287	9 489
			3 123 956	3 280 024
Moins : tranche à court terme			42 050	297 629
			3 081 906	2 982 395

(1) Le 8 décembre 2015, la Société a apporté des modifications à son crédit à terme renouvelable pour lequel l'échéance a été prolongée d'une année additionnelle, jusqu'au 22 janvier 2021.

(2) Taux d'intérêt sur la dette, incluant la marge applicable.

(3) Le 1^{er} octobre 2015, la Société a remboursé les billets garantis de premier rang série A arrivés à l'échéance et a réglé les swaps de devises s'y rattachant. Ces conventions de swaps de devises avaient fixé le taux de change applicable au capital de la dette à 1,0625 \$ pour un dollar américain et assuré un taux d'intérêt effectif de 7,24% sur l'équivalent en dollars canadiens de la dette libellée en dollars américains.

(4) Le 14 octobre 2015, une filiale américaine de la Société a conclu deux conventions de swaps de taux d'intérêt visant à fixer les taux d'intérêt sur un montant notionnel de 150 millions \$ US (75 millions \$ US en vertu de chaque convention) au titre de ses emprunts fondés sur le taux LIBOR. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable LIBOR en dollars américains à des taux fixes de 0,6120 % et de 0,9870 % en vertu des facilités d'emprunt à terme A et A-2 jusqu'au 30 octobre 2017 et au 31 juillet 2019, respectivement.

10. CAPITAL SOCIAL

A) AUTORISÉ

Nombre illimité :

Actions privilégiées de catégorie A, sans droit de vote, rachetables en tout temps au gré de la Société et du porteur au prix de 1 \$ l'action, à dividende préférentiel cumulatif en espèces au taux de 11 % de leur prix de rachat par année.

Actions privilégiées de catégorie B, sans droit de vote, pouvant être émises en série.

Actions à droits de vote multiples, 10 votes par action.

Actions subalternes à droit de vote, 1 vote par action.

B) ÉMIS ET PAYÉ

	29 février 2016	31 août 2015
	\$	\$
15 691 100 actions à droits de vote multiples	98 346	98 346
33 658 362 actions subalternes à droit de vote (33 533 342 au 31 août 2015)	923 787	918 057
	1 022 133	1 016 403
168 904 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (223 852 au 31 août 2015)	(8 978)	(11 322)
90 898 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement (54 133 au 31 août 2015)	(6 019)	(3 463)
	1 007 136	1 001 618

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2016, les actions subalternes à droit de vote ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		\$
Solde au 31 août 2015	33 533 342	918 057
Actions émises contre espèces en vertu du régime d'options d'achat d'actions	125 020	4 601
Rémunération fondée sur des actions comptabilisée précédemment à la réserve de rémunération fondée sur des d'actions pour les options exercées	—	1 129
Solde au 29 février 2016	33 658 362	923 787

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2016, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant
		\$
Solde au 31 août 2015	223 852	11 322
Actions subalternes à droit de vote acquises	27 927	1 933
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(82 875)	(4 277)
Solde au 29 février 2016	168 904	8 978

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

29 février 2016

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Au cours des six premiers mois de l'exercice 2016, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 août 2015	54 133	3 463
Actions subalternes à droit de vote acquises	38 176	2 642
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(1 411)	(86)
Solde au 29 février 2016	90 898	6 019

C) DIVIDENDES

Pour la période de six mois close le 29 février 2016, des dividendes déterminés trimestriels de 0,39 \$ l'action, pour un total de 0,78 \$ l'action, ont été versés aux détenteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, pour un total de 38,2 millions \$, comparativement à des dividendes déterminés trimestriels de 0,35 \$ l'action, pour un total de 0,70 \$ l'action, ou 34,2 millions \$ pour la période de six mois close le 28 février 2015.

Au cours de sa réunion du 13 avril 2016, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,39 \$ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 11 mai 2016 aux actionnaires inscrits en date du 27 avril 2016.

D) RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La Société offre à ses employés et à ceux de ses filiales un régime d'achat d'actions, et offre également à ses hauts dirigeants et employés désignés un régime d'options d'achat d'actions. Aux termes de ces régimes, un maximum de 10 % des actions subalternes à droit de vote en circulation sont disponibles. De plus, la Société offre un régime d'unités d'actions incitatives à ses hauts dirigeants et employés désignés, un régime d'unités d'actions liées au rendement à ses hauts dirigeants et un régime d'unités d'actions différées aux membres du conseil d'administration. Une description détaillée de ces régimes se trouve dans les états financiers consolidés annuels de 2015 de la Société.

En vertu du régime d'options d'achat d'actions, les options suivantes ont été attribuées par la Société et sont en circulation au 29 février 2016:

	Options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En circulation au 31 août 2015	721 973	47,24
Attribuées ⁽¹⁾	167 625	67,52
Exercées ⁽²⁾	(125 020)	36,81
Annulées	(72 873)	52,07
En circulation au 29 février 2016	691 705	53,53
Pouvant être exercées au 29 février 2016	239 128	44,73

(1) Pour la période de six mois close le 29 février 2016, la Société a attribué 69 750 options sur actions à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de la Société.

(2) Pour les options sur actions exercées pendant la période, le prix moyen pondéré de l'action était de 63,20 \$.

Pour les périodes de trois et six mois closes le 29 février 2016, la Société a facturé 136 000 \$ et 280 000 \$ (114 000 \$ et 227 000 \$ en 2015) à Cogeco relativement aux options de la Société attribuées aux hauts dirigeants de Cogeco. En conséquence, une charge de rémunération de 53 000 \$ et 259 000 \$ (152 000 \$ et 389 000 \$ en 2015) a été comptabilisée pour les périodes de trois et six mois closes le 29 février 2016.

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

29 février 2016

(non audité)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de six mois close le 29 février 2016 était de 11,39 \$ (11,78 \$ en 2015) par option. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées a été estimée à la date d'attribution, pour les fins de la détermination de la rémunération fondée sur des actions liée aux options, au moyen du modèle d'évaluation d'option Black-Scholes en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes:

	2016	2015
	%	%
Taux de dividende attendu	2,08	1,96
Volatilité attendue	22,36	22,88
Taux d'intérêt sans risque	0,97	1,62
Durée prévue (en années)	6,1	6,2

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées par la Société et sont en circulation au 29 février 2016:

En circulation au 31 août 2015	217 779
Attribuées ⁽¹⁾	37 050
Distribuées	(82 875)
Annulées	(7 125)
En circulation au 29 février 2016	164 829

(1) Pour la période de six mois close le 29 février 2016, la Société n'a pas attribué d'unités d'actions incitatives à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de la Société.

Une charge de rémunération de 1 108 000 \$ et 2 125 000 \$ (1 158 000 \$ et 2 178 000 \$ en 2015) a été comptabilisée pour les périodes de trois et six mois closes le 29 février 2016 relativement à ce régime. Au cours des périodes de trois et six mois closes le 29 février 2016, la Société a facturé 66 000 \$ et 179 000 \$ (74 000 \$ et 160 000 \$ en 2015) à Cogeco relativement aux unités d'actions incitatives de la Société précédemment attribuées aux hauts dirigeants de Cogeco.

En vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement, les unités d'actions liées au rendement suivantes ont été attribuées par la Société et sont en circulation au 29 février 2016:

En circulation au 31 août 2015	49 862
Attribuées ⁽¹⁾	42 475
Distribuées	(1 411)
Annulées	(6 424)
Équivalents de dividendes	1 071
En circulation au 29 février 2016	85 573

(1) Pour la période de six mois close le 29 février 2016, la Société a attribué 11 150 unités d'actions liées au rendement à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de la Société.

Une charge de rémunération de 273 000 \$ et 527 000 \$ (265 000 \$ et 348 000 \$ en 2015) a été comptabilisée pour les périodes de trois et six mois closes le 29 février 2016 relativement à ce régime. Au cours des périodes de trois et six mois closes le 29 février 2016, la Société a facturé 105 000 \$ et 229 000 \$ (56 000 \$ et 73 000 \$ en 2015) relativement aux unités d'actions liées au rendement attribuées aux hauts dirigeants de Cogeco.

En vertu du régime d'unités d'actions différées, les unités d'actions différées suivantes ont été émises par la Société et sont en circulation au 29 février 2016 :

En circulation au 31 août 2015	26 579
Émises	5 155
Équivalents de dividendes	358
En circulation au 29 février 2016	32 092

Une diminution de la charge de rémunération de 41 000 \$ et une charge de rémunération de 4 000 \$ (charge de rémunération de 392 000 \$ et 563 000 \$ en 2015) a été comptabilisée pour les périodes de trois et six mois closes le 29 février 2016 relativement à ce régime.

11. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Réserve de couvertures de flux de trésorerie \$	Ajustements au titre de l'écart de change \$	Total \$
Solde au 31 août 2014	1 296	27 029	28 325
Autres éléments du résultat global	391	39 797	40 188
Solde au 28 février 2015	1 687	66 826	68 513
Solde au 31 août 2015	1 330	82 490	83 820
Autres éléments du résultat global	(1 893)	8 569	6 676
Solde au 29 février 2016	(563)	91 059	90 496

12. TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

VARIATIONS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES SANS EFFET DE TRÉSORERIE

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015
	\$	\$	\$	\$
Créances clients et autres débiteurs	1 492	(4 515)	15 921	(9 751)
Charges payées d'avance et autres	3 081	(1 045)	(3 577)	(6 191)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(2 962)	2 203	(71 148)	(119 460)
Provisions	295	(320)	499	(388)
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs	(2 005)	(409)	632	1 763
	(99)	(4 086)	(57 673)	(134 027)

13. AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société et ses filiales offrent à leurs employés des régimes de retraite contributifs à prestations définies, des régimes de retraite à cotisations définies ou des régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

La charge totale liée à ces régimes se détaille comme suit :

	Trois mois clos les		Six mois clos les	
	29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015
	\$	\$	\$	\$
Régimes à prestations définies				
Comptabilisée dans les charges d'exploitation (salaires, avantages du personnel et services impartis)				
Coût des services rendus au cours de la période	560	512	1 120	1 024
Charges administratives	49	42	98	84
Comptabilisée dans les charges financières (autres)				
Intérêts nets	22	41	44	81
Régimes à cotisations définies et régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs				
Comptabilisée dans les charges d'exploitation (salaires, avantages du personnel et services impartis)	2 369	2 305	4 490	4 363
	3 000	2 900	5 752	5 552

14. INSTRUMENTS FINANCIERS

A) GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction a pour objectif de protéger la Société et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt et le risque de change qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

Risque de liquidité

Au 29 février 2016, la Société utilisait 308 millions \$ des 800 millions \$ disponibles en vertu de son crédit à terme renouvelable modifié, pour une balance disponible de 492 millions \$. Deux filiales de la Société liées à Atlantic Broadband bénéficient également d'une facilité de crédit renouvelable de 203 millions \$ (150 millions \$ US) dont 130,9 millions \$ (96,7 millions \$ US) était utilisée au 29 février 2016 pour une balance disponible de 72,1 millions \$ (53,3 millions \$ US).

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 29 février 2016, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes du crédit à terme renouvelable et des facilités de crédit de premier rang de la Société.

Pour réduire ce risque, la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 29 février 2016:

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	75 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,6120 %	30 octobre 2017	Facilité d'emprunt à terme A
Flux de trésorerie	75 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,9870 %	31 juillet 2019	Facilité d'emprunt à terme A-2

La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une variation de 1% du taux d'intérêt applicable aux tranches non couvertes de ces facilités est d'approximativement 8,7 millions \$ en fonction de la dette existante au 29 février 2016.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change relativement à sa dette à long terme libellée en dollars américains qui n'est pas désignée comme instrument de couverture sur ses investissements en dollars américains. La Société a établi des lignes directrices selon lesquelles des swaps de devises peuvent être utilisés pour établir le taux de change applicable à sa dette à long terme libellée en dollars américains. Toutes ces conventions sont utilisées exclusivement à des fins de couverture. Afin de réduire ce risque, la Société a conclu, le 2 octobre 2008, des swaps de devises en vue de fixer les paiements d'intérêt et de capital sur les billets garantis de premier rang, série A (voir Note 9). Au cours du premier trimestre de l'exercice 2016 la Société a réglé ces swaps de devises d'un montant notionnel de 190 millions \$ US, suite au remboursement des billets garantis de premier rang série A arrivés à maturité le 1^{er} octobre 2015.

La Société est également exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains et en livres sterling. L'incidence d'une variation de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait varier les charges financières d'approximativement 8,3 millions \$ en fonction de la dette existante au 29 février 2016.

De plus, les investissements de la Société dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Ce risque est réduit puisque la majeure partie des prix d'achat d'Atlantic Broadband et de Peer 1 Hosting ont été empruntés directement en dollars américains et en livres sterling.

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

29 février 2016

(non auditée)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les données par action)

Le tableau suivant présente les investissements dans des établissements à l'étranger en cours au 29 février 2016:

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissement global	Élément couvert
Investissement net	860,5 millions \$ US	1,1 milliard \$ US	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en dollars américains
Investissement net	54,6 millions £	56,7 millions £	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en livres sterling

Les taux de change utilisés pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 29 février 2016 étaient de 1,3531 \$ pour un dollar américain (1,3157 \$ au 31 août 2015) et de 1,8834 \$ pour une livre sterling (2,0189 \$ au 31 août 2015). Une variation de 10 % des taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait varier les autres éléments du résultat global d'approximativement 32,6 millions \$.

B) JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

	29 février 2016		31 août 2015	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Dette à long terme	3 123 956	3 179 593	3 280 024	3 377 318

C) GESTION DU CAPITAL

Aux 29 février 2016 et 31 août 2015, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives et n'était assujettie à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société :

	29 février 2016	31 août 2015
Endettement net garanti ⁽¹⁾⁽²⁾ / BAIIA ajusté ⁽³⁾	2,2	2,1
Endettement net ⁽²⁾⁽⁴⁾ / BAIIA ajusté ⁽³⁾	3,0	3,0
BAIIA ajusté ⁽³⁾ / charges financières ⁽³⁾	6,7	6,3

(1) L'endettement net garanti est défini comme le total de l'endettement bancaire, des paiements en capital sur la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des paiements en capital sur la débenture non garantie de premier rang et des billets non garantis de premier rang.

(2) Excluant la trésorerie et équivalents de trésorerie d'Atlantic Broadband et certaines filiales non restreintes et non-significatives ainsi que les facilités de crédit de premier rang sans recours.

(3) Calcul fondé sur le BAIIA ajusté et sur les charges financières pour les périodes de douze mois closes les 29 février 2016 et 31 août 2015 excluant Atlantic Broadband et certaines filiales non restreintes et non-significatives.

(4) L'endettement net se définit comme le total de l'endettement bancaire, des paiements en capital sur la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	29 février 2016	30 novembre 2015	31 août 2015	31 mai 2015	28 février 2015
DONNÉES CONSOLIDÉES					
Unités de service primaire	2 515 137	2 510 979	2 497 702	2 448 755	2 451 156
Clients du service de vidéo	1 001 337	1 009 098	1 014 661	998 043	1 004 481
Clients du service d'Internet	967 156	953 134	934 470	905 057	898 807
Clients du service de téléphonie	546 644	548 747	548 571	545 655	547 868
CANADA					
Unités de service primaire	1 932 343	1 933 527	1 926 542	1 936 923	1 943 658
Clients du service de vidéo	755 366	761 209	765 358	774 977	780 477
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	44,6 %	45,0 %	45,4 %	46,7 %	46,4 %
Clients du service d'Internet	724 379	716 577	704 555	700 090	698 247
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	42,7 %	42,4 %	41,8 %	42,2 %	41,5 %
Clients du service de téléphonie	452 598	455 741	456 629	461 856	464 934
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	26,7 %	26,9 %	27,1 %	27,8 %	27,6 %
ÉTATS-UNIS					
Unités de service primaire	582 794	577 452	571 160	511 832	507 498
Clients du service de vidéo	245 971	247 889	249 303	223 066	224 004
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	41,7 %	42,0 %	42,2 %	42,9 %	43,1 %
Clients du service d'Internet	242 777	236 557	229 915	204 967	200 560
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	41,1 %	40,1 %	38,9 %	39,4 %	38,6 %
Clients du service de téléphonie	94 046	93 006	91 942	83 799	82 934
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	15,9 %	15,8 %	15,5 %	16,1 %	16,0 %